

Financement / Placements



PRINCIPES FONDAMENTAUX DE GESTION DES FIDUCIES

Les opinions exprimées dans les présentations de la conférence sont celles des conférenciers. La *Fondation internationale pour les avantages sociaux* n'est pas responsable des opinions et des remarques présentées par les conférenciers.

 **Fondation internationale**
pour les avantages sociaux

Formateurs



Marc-Alexandre Labrecque, FSA, FICA

Conseiller principal
Mercer (Canada) Limited
Montréal, Québec



Maurice Parent, FSA, FICA

Président et associé Services
actuariels SAI Montréal, Québec

Objectifs : Financement, gestion financière et placements

L'objectif du cours Principes fondamentaux de gestion des fiducies est d'assurer la connaissance et la compréhension des notions de base des quatre domaines clés liés à la gestion efficace des fiducies, de souligner leur importance et d'identifier les sources d'informations complémentaires.



Objectifs d'apprentissage

- **Décrire** l'importance de la politique de financement pour une gestion efficace des caisses de retraite/régimes
- **Expliquer** la raison d'être du financement des régimes
- **Énumérer** les différents types de financement et les options de financement
- **Identifier** les facteurs qui influencent les exigences en matière de financement



Objectifs d'apprentissage

- **Énoncer** les principales caractéristiques des obligations, des actions et des placements alternatifs
- **Décrire** l'importance de la politique de placement pour une gestion efficace de la fiducie/du régime
- **Expliquer** l'importance de la répartition des actifs et de la diversification dans les décisions d'investissement



Objectifs d'apprentissage

- **Énumérer** les étapes du processus d'investissement
- **Expliquer** les rôles de l'actuaire et du gestionnaire de placement
- **Énumérer** les questions clés à poser concernant la stratégie d'investissement



Objectifs d'apprentissage

- **Décrire** l'importance de l'information financière et de la budgétisation pour une gestion efficace de la fiducie ou du régime
- **Indiquer** les sources et les utilisations des revenus
- **Décrire** les principaux rapports financiers et la manière dont ils éclairent la prise de décision
- **Expliquer** le rôle de l'auditeur



Ce que nous allons couvrir

- **Leçon 1 : Les bases du financement**
- **Leçon 2 : Le financement des régimes d'avantages sociaux**
- **Leçon 3 : Le financement des régimes de retraite**
- **Leçon 4 : Les bases de l'investissement**
- **Leçon 5 : La politique de placement**
- **Leçon 6 : Les rapports financiers**

Rappel...

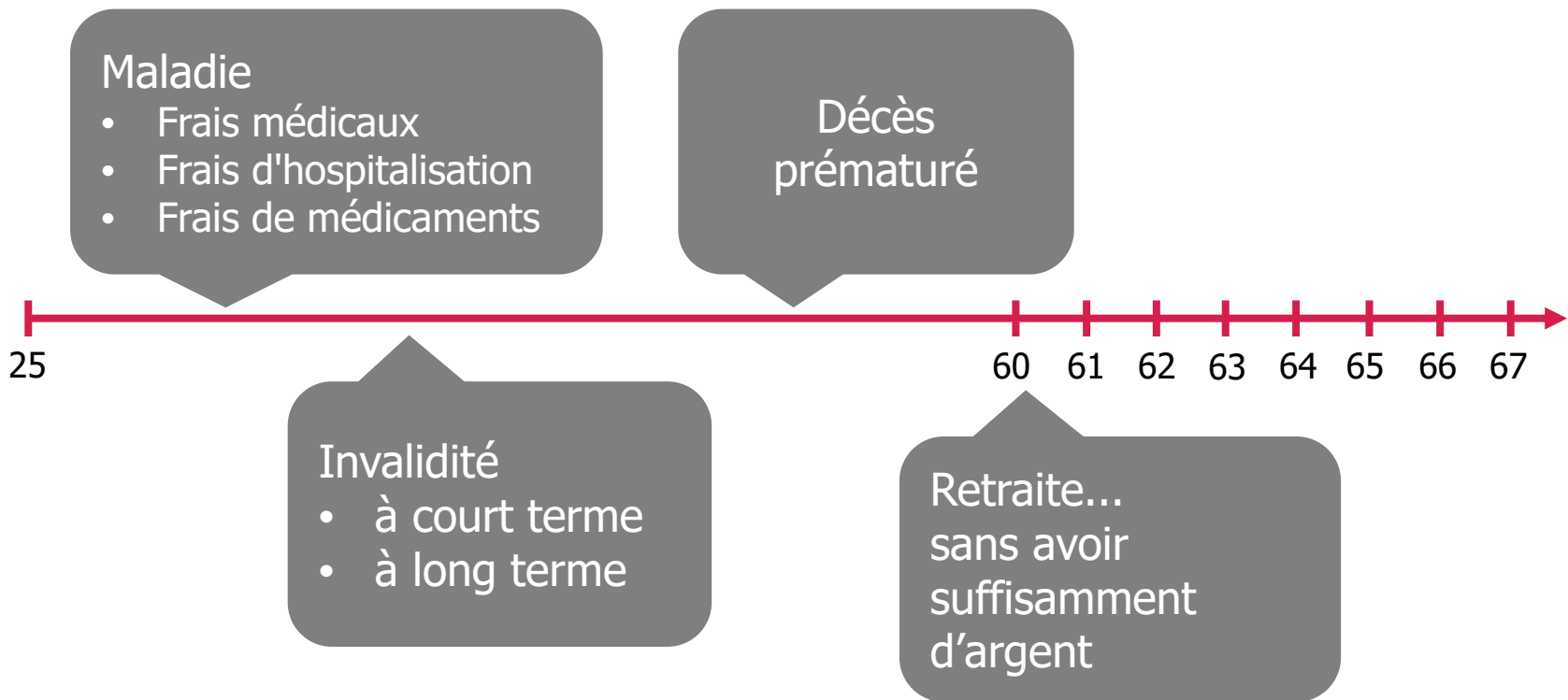
- **Pourquoi ?**
 - Protéger les membres des conséquences financières d'événements inattendus (santé et invalidité) ou prévisibles (retraite)
- **Comment ?**
 - Soutenir les programmes qui fournissent de l'argent en cas de besoin
- **De quelle façon ?**
 - Par des régimes de santé et de bien-être, des régimes d'assurance collective et des régimes de retraite **bien gérés et bien financés**



Un exemple pour nous faire réfléchir ...

- Une personne entre sur le marché du travail à l'âge de 25 ans
- Elle travaille pendant plus de 35 ans
- Contre quoi la protégeons-nous ?



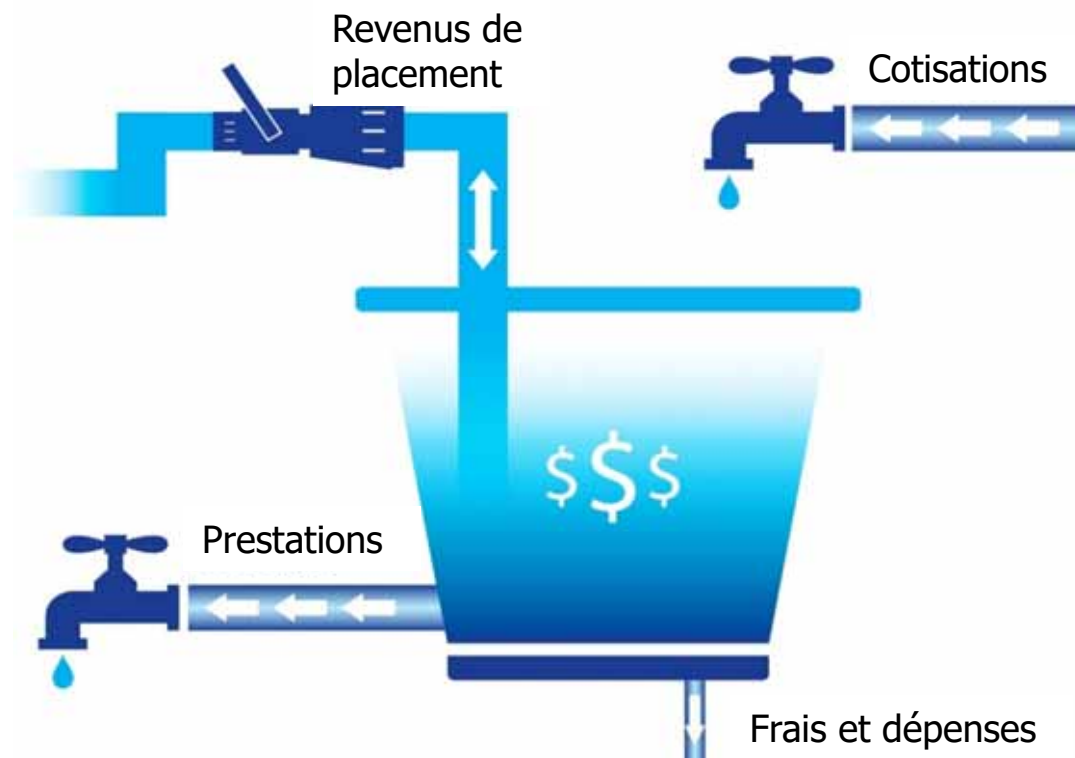


Pourquoi une fiducie et des mécanismes de financement

- Mettre en commun les risques
- Des coûts uniformes et répartis sur la période de vie active des participants
 - Tant pour les employés que pour les employeurs
- Éviter aux participants des déboursés catastrophiques



Penser en tant que fiduciaire . . .



Sources de revenus

- Cotisations
 - Employeur
 - Participants (y compris l'autofinancement par le paiement de primes)
- Revenus des placements
 - Intérêts
 - Dividendes
 - Gain en capital
 - Etc.

Utilisation des revenus

- Prestations aux participants
- Frais administratifs et de fonctionnement
 - Gestion des réclamations
 - Frais de fiducie/fiduciaire (y compris réunions/conférences)
 - Assurance
 - Fournitures de bureau
- Réserves

Ce que nous avons appris

- Raison d'être du financement des régimes
- Les bases du financement

Ce que nous allons couvrir

- **Leçon 1 : Les bases du financement**
- **Leçon 2 : Le financement des régimes d'avantages sociaux**
- **Leçon 3 : Le financement des régimes de retraite**
- **Leçon 4 : Les bases de l'investissement**
- **Leçon 5 : La politique de placement**
- **Leçon 6 : Les rapports financiers**

Financement de fiducie de soins de santé au bénéfice d'employés et d'assurances collectives

- Pourquoi financer ?
- Financement, gestion financière et souscription
- Différents types de régimes
- Jusqu'à quel niveau faut-il financer ?



Pourquoi financer à l'avance ?

- Aucune réglementation gouvernementale n'impose de provisionner à l'avance (sauf pour les régimes d'invalidité longue durée (ILD) dans les secteurs réglementés par le gouvernement fédéral), alors pourquoi le faire ?
 - Assurer la sécurité des prestations pour les participants
 - Accumuler des actifs aujourd'hui pour stabiliser les cotisations dans le futur
 - Réduire le transfert des coûts aux participants actuels et aux générations futures

Financement et souscription

- **Le financement** concerne l'origine de l'argent
- **La gestion financière** est la question de savoir qui aura la responsabilité financière du paiement des sinistres dans le cadre du régime (auto-assuré, assuré, ou une combinaison des deux)
- **La souscription** est le processus utilisé par les assureurs pour mesurer l'exposition au risque, décider de l'accepter ou non, déterminer le montant de la couverture à fournir et la prime à percevoir

Régime auto-assuré

- Le régime est responsable
 - De payer les prestations
 - De financer le paiement des prestations par le biais des cotisations (primes) et des revenus d'investissement
- Points clés
 - Régimes de grande envergure
 - Ne sont pas garantis par une compagnie d'assurance
 - Assurance en excédent de pertes
 - Résolution des problèmes ? Augmenter les cotisations
 - Réduire les prestations
 - Présence de réserve

Régime assuré

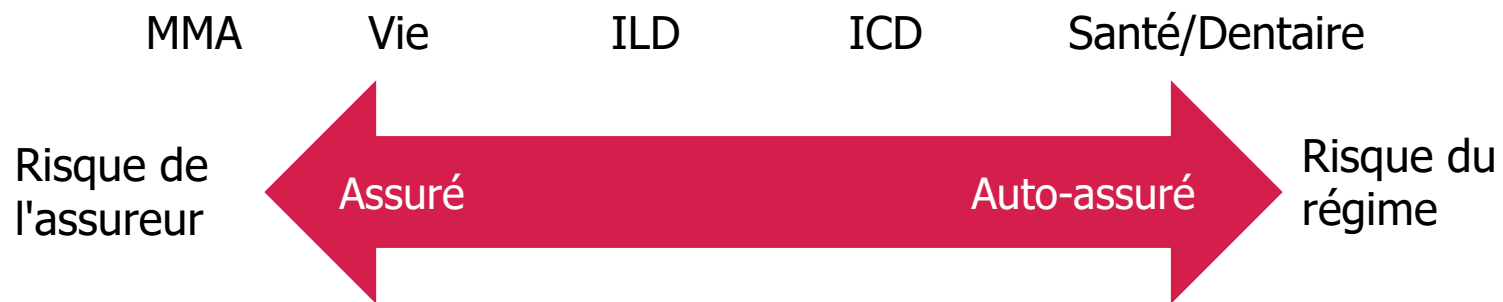
- Le régime (employés et employeur) paie les primes pour le compte des participants
- L'assureur verse les prestations
- **L'assureur est responsable si les primes sont insuffisantes pour payer les prestations** (conserve les surplus si les primes sont plus que suffisantes)
- Les primes demandées par l'assureur sont sujettes à l'expérience du groupe
 - Possibilité de remboursement ou de réduction des primes si les primes versées sont supérieures au montant nécessaire pour payer les prestations
 - Dans le cas contraire, l'assureur peut demander une augmentation de la prime

Régime assuré

Connaissance des rôles :

- Fournisseur de services/administrateur/payeur des réclamations
 - Administrateur tiers (courant dans le monde des régimes d'assurance multirisques)
 - Compagnie d'assurance
- Assureur
 - Compagnie d'assurance

Planifier les options de financement sur un continuum du risque financier



- Faible incidence
- Paiement élevé
- Imprévisible

- Incidence élevée
- Paiement faible
- Prévisible

Le financement : combien ?

- Dépend des coûts actuels et futurs des prestations
 - Les facteurs à considérer sont les suivants :
 - Le montant des prestations mensuelles attendues
 - L'augmentation future du coût des prestations (Inflation, hausse de l'utilisation par les membres)
 - Le fait d'être assuré ou auto-assuré (réserve)
 - Le niveau d'emploi actuel et futur
 - Capacité des participants à payer
 - Montant de la subvention pour l'auto-paiement
- } S'applique davantage aux régimes à cotisations négociées

Exemple (Régime à cotisations négociées)

- Taux de cotisation horaire =

$$\frac{\text{Coût annuel des prestations + réserves + dépenses - cotisations auto-payées}}{\text{Nombre total d'heures travaillées}}$$

$$\text{Par exemple, } \frac{2,5 \text{ millions de dollars}}{1 \text{ million d'heures}} = 2,50 \$ \text{ par heure}$$

Rapport sur l'expérience financière

- Indique le montant du fonds à la fin de l'année (*c'est-à-dire* les cotisations plus les revenus de placement moins les prestations et les dépenses)
- Préparé au moins une fois par an



Rapport sur l'expérience financière

- Facilite l'analyse de l'évolution du coût des prestations par rapport aux années précédentes
- Facilite la projection (3 ans ou 5 ans) des coûts attendus des prestations
- Peut être combiné avec le budget des dépenses de fonctionnement pour évaluer si les cotisations sont suffisantes pour maintenir les prestations actuelles
- Permet de valider l'entente financière avec l'assureur (frais et réserve requis par l'assureur)

Ce que nous avons appris

- Raisons de financer un régime d'avantages sociaux
- Les différents types de financement
- Facteurs qui influencent les besoins de financement

Testez vos connaissances

Lequel des éléments suivants est une utilisation du revenu dans une fiducie de soins de santé au bénéfice d'employés et d'assurances collectives ?

- A. Cotisations de l'employeur
- B. Primes du membre
- C. Prestations pour les membres

Testez vos connaissances

Lequel des éléments suivants est une source de revenus pour une fiducie de soins de santé au bénéfice d'employés et d'assurances collectives ?

- A. Frais d'administration du régime
- B. Primes des participants qui ne travaillent pas, tels que les salariés sans emploi
- C. Prestations pour les participants au régime

Testez vos connaissances

Les versements effectués à une fiducie de soins de santé au bénéfice d'employés et d'assurances collectives par les participants actifs et les participants non actifs tels que les retraités, les salariés sans emploi ou les employés invalides sont appelés :

- A.** Primes du participant
- B.** Réserves du régime
- C.** Cotisations de l'employeur

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants concernant le financement d'une fiducie de soins de santé au bénéfice d'employés et d'assurances collectives n'est PAS correct ?

- A. La formule de financement est simple - les revenus doivent être égaux ou supérieurs au coût des prestations et de l'administration
- B. Les revenus provenant de l'investissement des réserves du régime ne peuvent pas être utilisés pour financer les prestations
- C. Un compte de réserve non affecté peut assurer la stabilité des prestations dans le cas où les dépenses du régime dépassent les revenus au cours d'un mois donné

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants décrit LE MIEUX une politique de réserves appropriée pour les fiducies de soins de santé au bénéfice d'employés et d'assurances collectives ?

- A. Maintenir le solde des réserves à un niveau aussi élevé que possible afin de préserver la stabilité des prestations à long terme
- B. Maintenir le solde de la réserve aussi bas que possible pour payer le niveau de prestations le plus élevé possible à court terme
- C. Trouver un équilibre entre la possibilité d'augmenter les avantages à court terme et la nécessité de protéger la stabilité des avantages à long terme

Testez vos connaissances

Laquelle des affirmations suivantes concernant le financement des fiducies de soins de santé au bénéfice d'employés et d'assurances collectives est correcte ?

- A. Dans un régime auto-assuré, la compagnie d'assurance supporte le risque que les prestations et les dépenses dépassent les cotisations et les revenus de placement
- B. Si les cotisations du régime sont utilisées pour couvrir les demandes d'indemnisation des participants par l'intermédiaire d'une compagnie d'assurance, le régime est assuré
- C. L'auto-assurance offre aux participants la même protection en matière de paiement des sinistres qu'un régime entièrement assuré

Testez vos connaissances

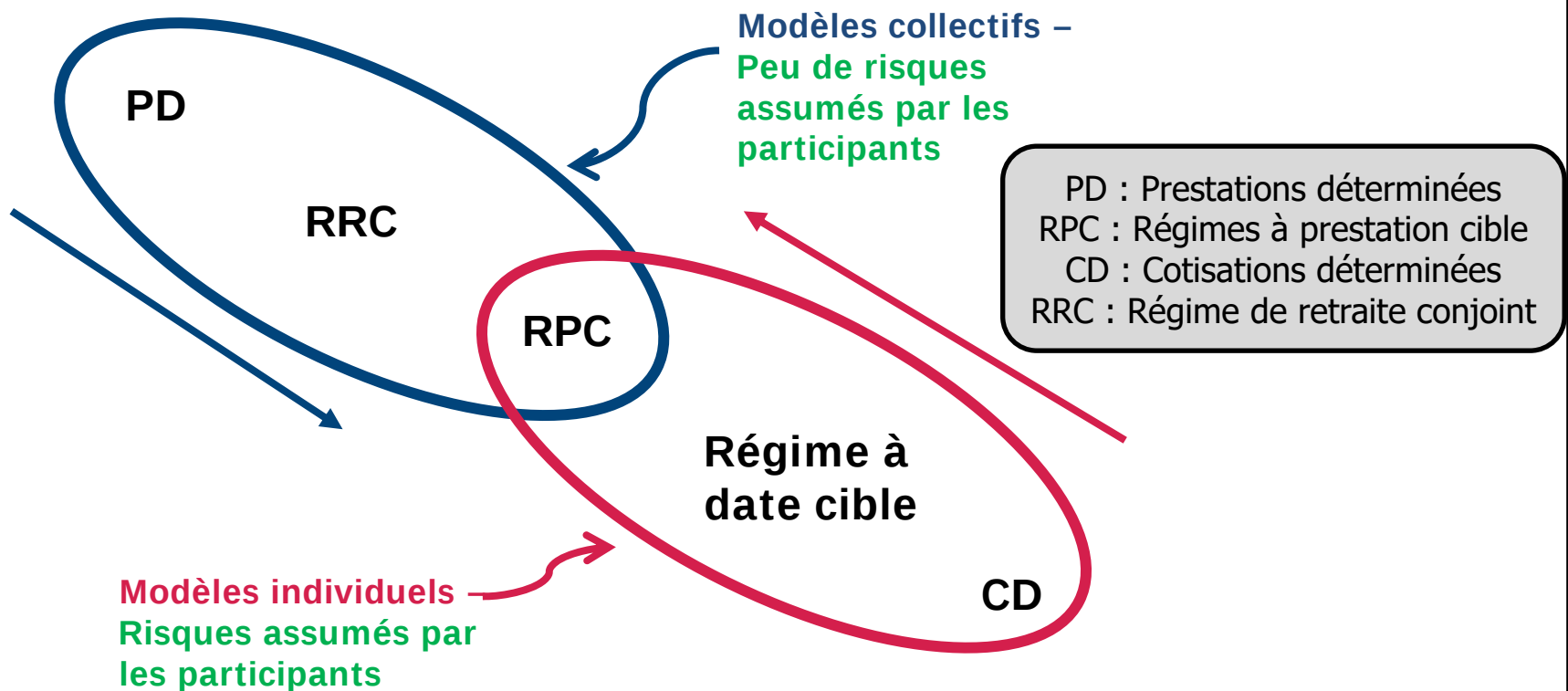
Dans un régime assuré, si les primes versées au cours d'une période contractuelle donnée sont insuffisantes pour payer les prestations et le coût de gestion des sinistres :

- A.** Une augmentation de la prime peut être demandée par l'assureur pour la période contractuelle suivante
- B.** Les administrateurs doivent verser à l'assureur le montant de l'insuffisance du fonds
- C.** Les participants du régime doivent payer eux-mêmes le montant de l'insuffisance à l'assureur

Ce que nous allons couvrir

- **Leçon 1 : Les bases du financement**
- **Leçon 2 : Le financement des régimes d'avantages sociaux**
- **Leçon 3 : Le financement des régimes de retraite**
- **Leçon 4 : Les bases de l'investissement**
- **Leçon 5 : La politique de placement**
- **Leçon 6 : Les rapports financiers**

Prendre du recul ... et voir l'avenir



Financement des régimes de retraite

- Quel type de financement ?
- Pourquoi financer à l'avance ?
- Comment le financement s'effectue-t-il ?
- Comment le financement est-il déterminé ?
 - Évaluation actuarielle
 - Facteurs qui influencent les besoins de financement
 - Hypothèses actuarielles

Rappel : Pourquoi financer à l'avance ?

- Une personne entre sur le marché du travail à l'âge de 25 ans
- Elle travaille pendant plus de 35 ans
- Et s'attend à recevoir une rente viagère lorsqu'elle prend sa retraite



Types de financement des régimes de retraite

- Paiement par répartition (« pay-as-you-go »)
 - Pension de la sécurité de la vieillesse
- Financement terminal
 - Achat de rente
- Régime capitalisé
 - Régimes de retraite agréés



Qu'est-ce qu'une
rente ?

Régime capitalisé

- Accumulation progressive de capital pendant la vie active des participants au régime afin de leur fournir une rente au moment de leur retraite

Régime capitalisé

Les cotisations sont versées pendant que vous travaillez ...

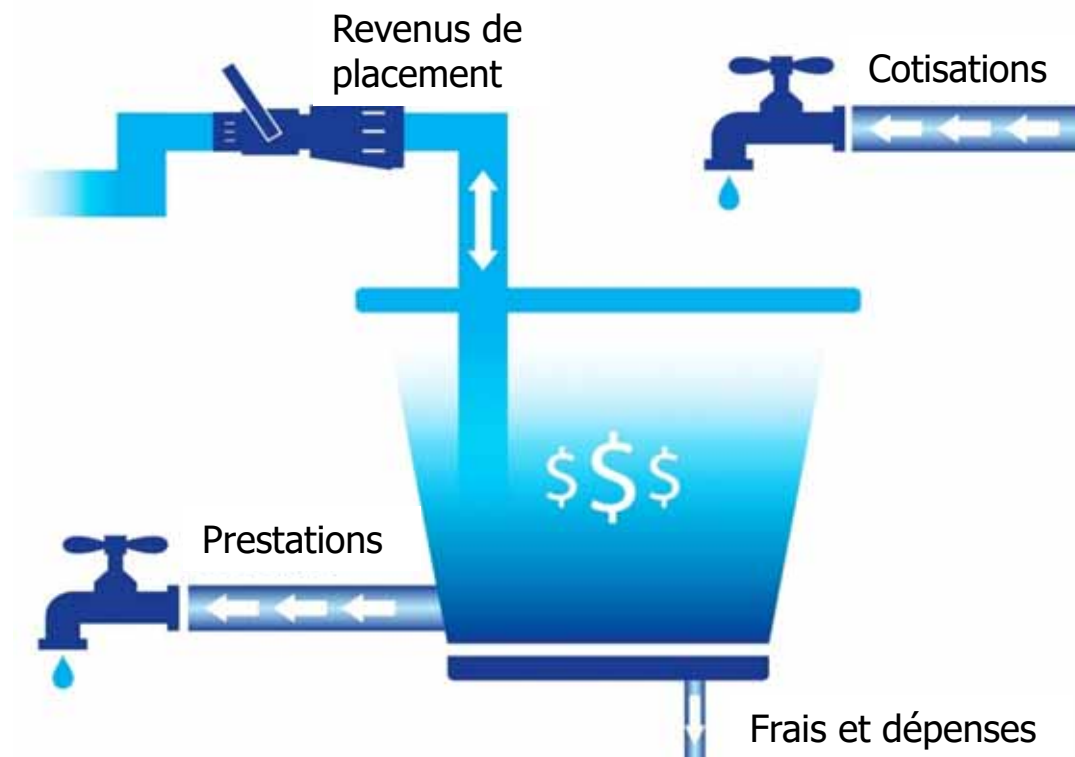


... soit avant le moment où vous prenez votre retraite et où vous commencez à recevoir votre rente

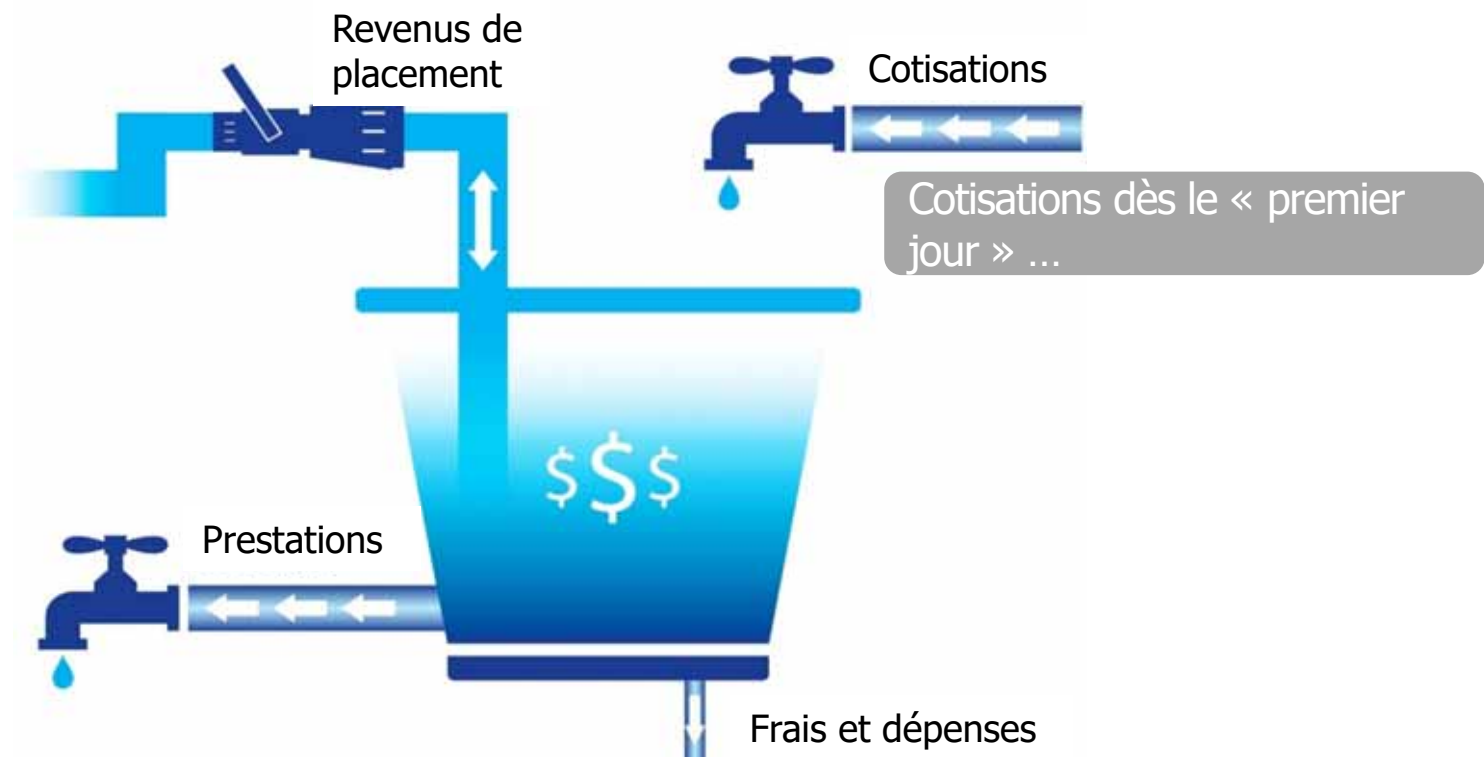
Pourquoi financer les rentes à l'avance ?

- Requis par les réglementations provinciales et fédérales
- Accumule des actifs maintenant pour contrôler les coûts futurs
- Assure la sécurité des prestations pour les participants
- Offre des avantages fiscaux
- Alloue les coûts du régime de retraite à la période pendant laquelle les participants travaillent
- Réduit ou élimine le transfert des coûts de régimes de retraite aux générations futures

Comment les caisses de retraite sont constituées?



Comment les caisses de retraite sont constituées?



Comment les caisses de retraite sont constituées?

... plus les revenus des investissements ...

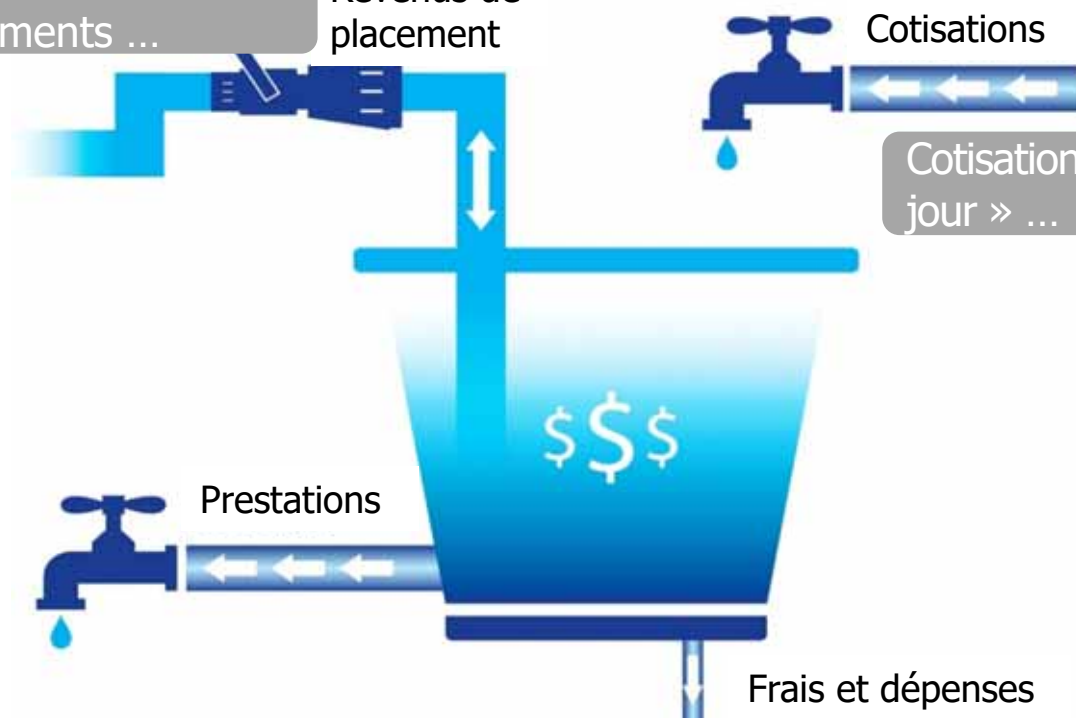
Revenus de placement

Cotisations

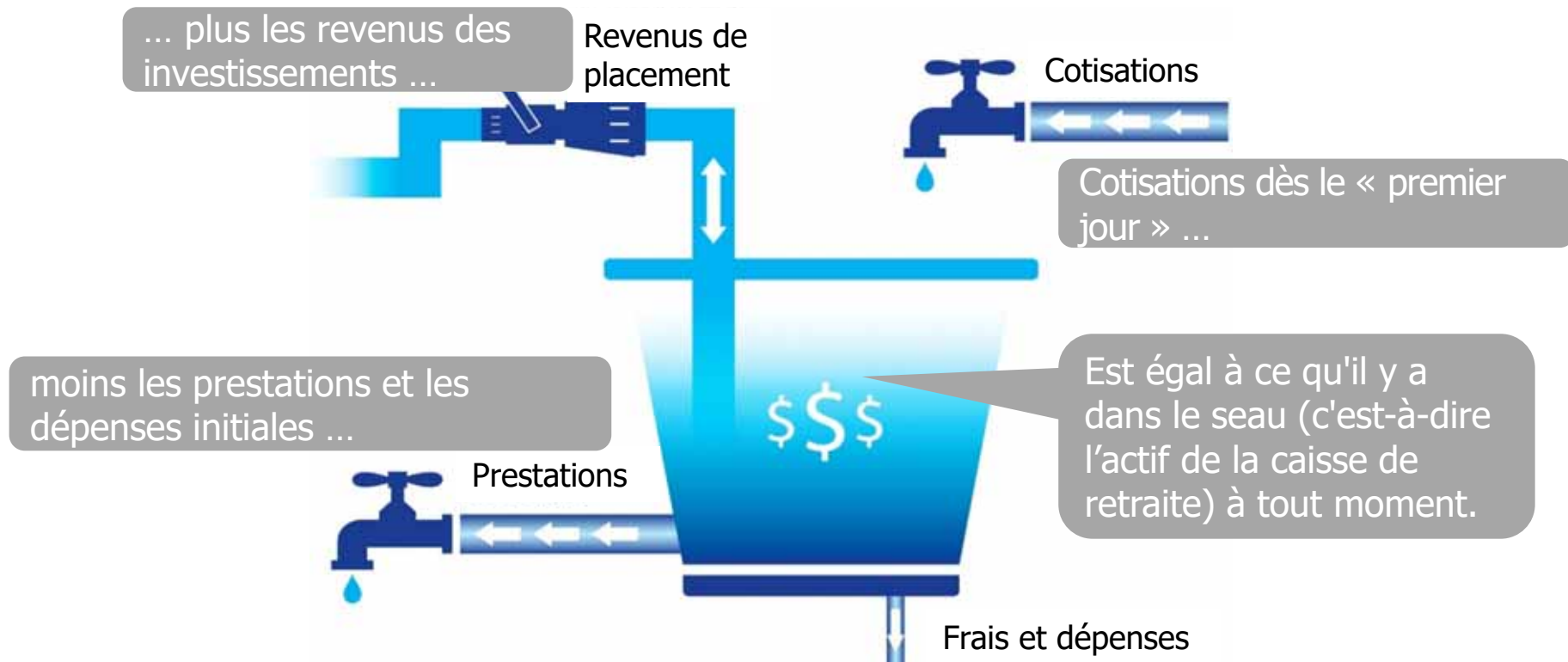
Cotisations dès le « premier jour » ...

Prestations

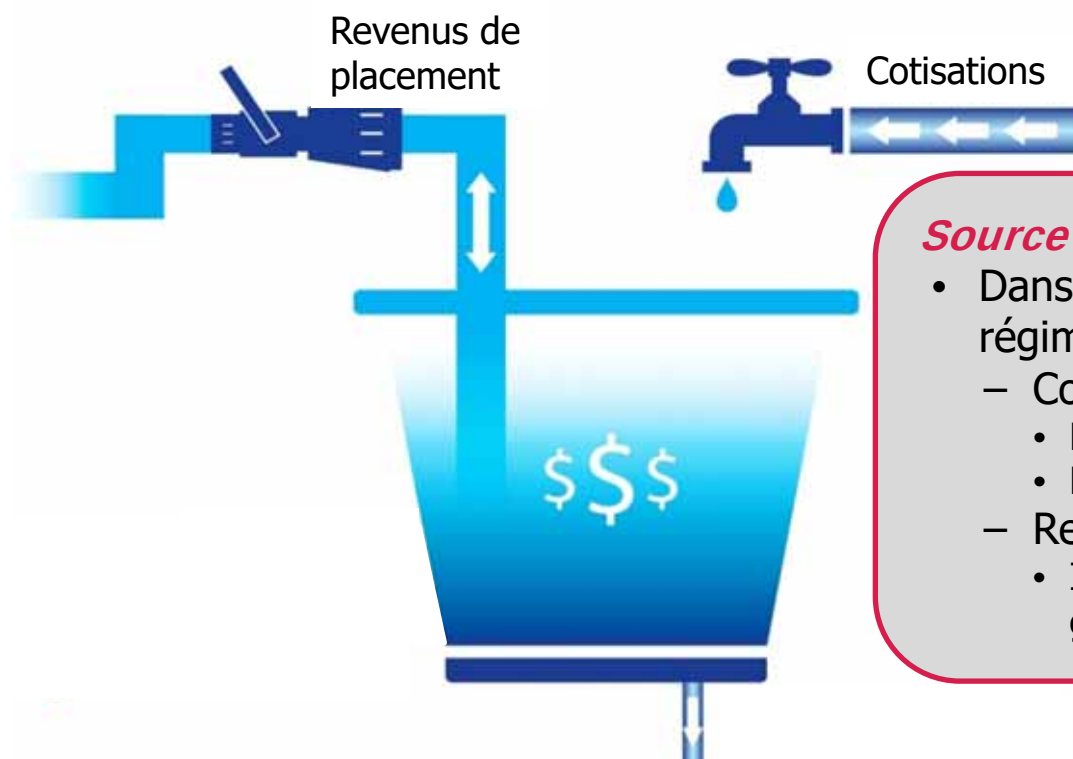
Frais et dépenses



Comment les caisses de retraite sont constituées?



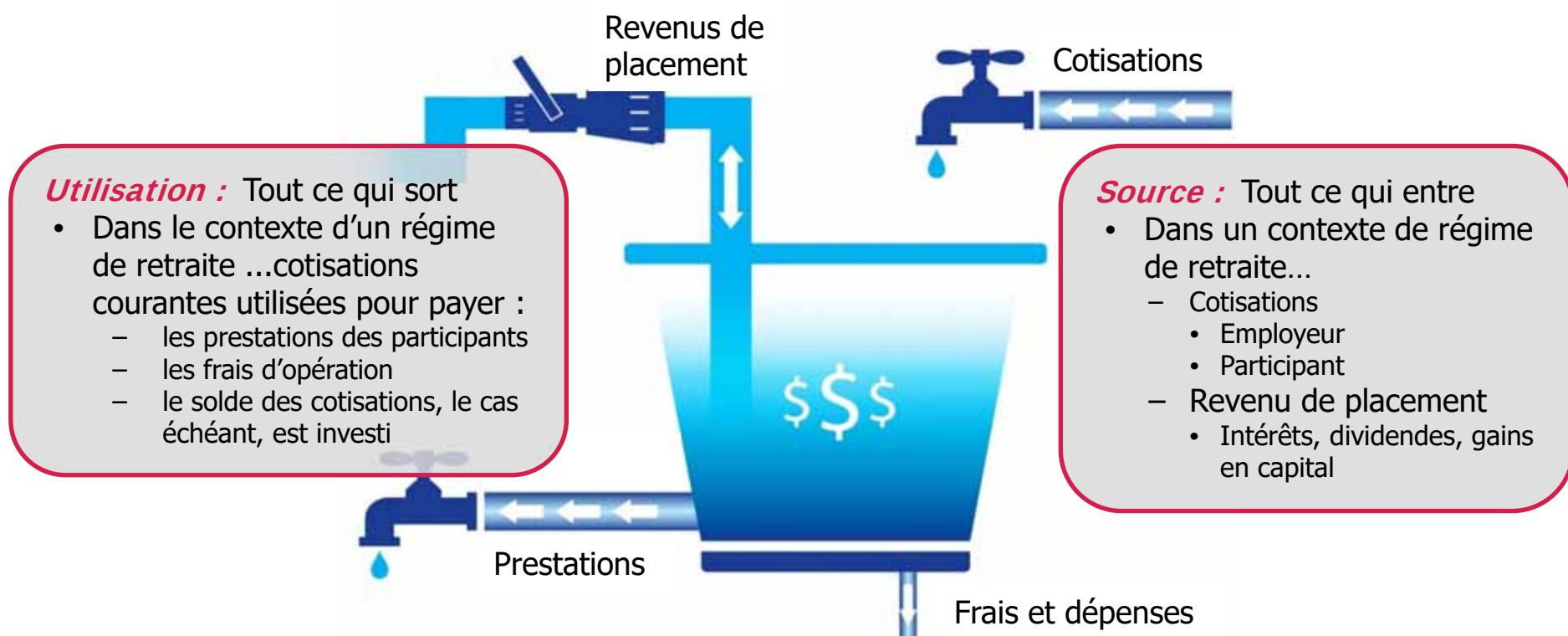
Comment les caisses de retraite sont constituées?



Source : Tout ce qui entre

- Dans un contexte de régime de retraite...
 - Cotisations
 - Employeur
 - Participant
 - Revenu de placement
 - Intérêts, dividendes, gains en capital

Comment les caisses de retraite sont constituées?



Qui fait quoi ?

Cotisations

Régimes multi-employeurs : les employeurs et peut-être les participants cotisent selon les termes de la convention collective

Employeur unique : Employeur et participants cotisent conformément aux dispositions du régime

L'administrateur suit les heures des participants au nom desquels les cotisations sont versées (régimes multi-employeurs), ou les cotisations des participants (employeur unique)

Revenus de placement

Les gestionnaires de placement prennent les décisions d'investissement

Prestations

L'administrateur calcule les montants dus aux participants en cas de :

- retraite
- cessation d'emploi
- invalidité ou décès

Frais et dépenses

L'administrateur s'occupe du paiement des frais liés au fonctionnement du régime (sur approbation de ceux-ci)

Prestations déterminées et cotisations déterminées

- Accumulation individuelle pour chaque personne
- Grande famille des régimes de type cotisations déterminées (CD, REER, RPDB, RVER, etc.)
- Assureurs sont les principaux fournisseurs pour les CD collectifs
- Importance d'offrir des options de placement diversifiée

*Modèles à cotisation déterminée
(accumulation sur base individuelle)*

L'argent se trouve-t-il dans votre compte (c.-à-d. *votre* *seau*) ?

- *Plus* -

les cotisations futures et les revenus de placement

- seront-ils *suffisants* -

pour vous permettre de *maintenir votre mode de vie à la retraite?*

Facteurs qui influencent le financement

- Quel est le montant des « intérêts » que vous obtiendrez ?
- L'évolution de vos salaires
- Moment de votre départ à la retraite
- Taux d'intérêt à la retraite
- Votre espérance de vie



Quelques exemples concrets

Revenu de retraite provenant d'un régime à cotisations déterminées après 30 ans d'accumulation*, salaire final est de 60 000 \$						
Année de la retraite	<i>Investissement dans des CPG</i>			<i>Investissement dans des fonds diversifiés</i>		
		60 ans			60 ans	
2025		11 980 \$			25 310 \$	

*Basé sur des cotisations totales de 10 % du salaire

Quelques exemples concrets

Revenu de retraite provenant d'accumulation			à 30 ans		
Année de la retraite	<i>Investissement dans des CPG</i>		<i>Investissement dans des fonds diversifiés</i>		
	60 ans		60 ans		
2025	11 980 \$		25 310 \$		

Ce qui fait la différence

1. Vos choix d'investissement

Ce qui fait la différence

1. Vos choix d'investissement

*Basé sur des cotisations totales de 10 % du salaire

Quelques exemples concrets

Revenu de retraite provenant d'un d'accumulation*, <i>Investissement des CPG</i>					
Année de la retraite	60				
2025	11 980 \$			25 310 \$	
1995	34 780 \$			44 230 \$	

Ce qui fait la différence

1. Vos choix d'investissement
2. La génération à laquelle vous appartenez
 - Taux d'intérêt plus élevés, espérance de vie plus courte il y a 30 ans

*Basé sur des cotisations totales de 10 % du salaire

Quelques exemples concrets

Revenu de retraite provenant d'un régime à cotisations déterminées après 30 ans d'accumulation*, salaire final est de 60 000 \$

Année de la retraite	<i>Investissement dans des CPG</i>			<i>Investissement dans des fonds diversifiés</i>		
	55 ans	60 ans	65 ans	55 ans	60 ans	65 ans
2025	11 070 \$	11 980 \$	13 260 \$		25 310 \$	
2015						
2005						
1995		34 780 \$				

*Basé sur des cotisations totales

Ce qui fait la différence

1. Vos choix d'investissement
2. La génération à laquelle vous appartenez
 - Taux d'intérêt plus élevés, espérance de vie plus courte il y a 30 ans
3. Retraite anticipée ? Retraite plus tardive ?

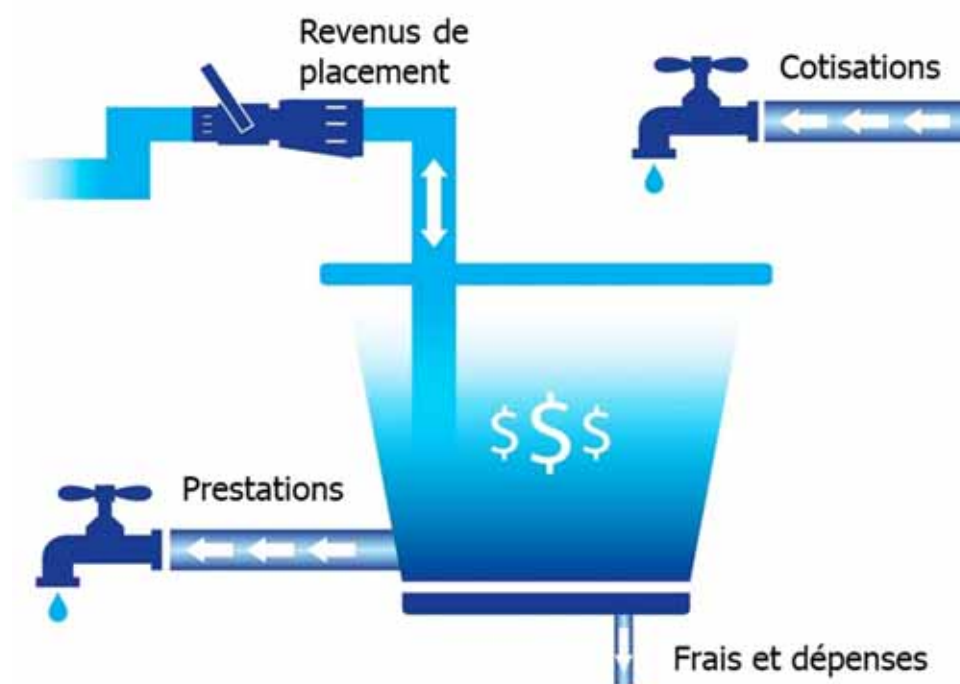
Quelques exemples concrets

Revenu de retraite provenant d'un régime à cotisations déterminées après 30 ans d'accumulation*, salaire final est de 60 000 \$

Année de la retraite	<i>Investissement dans des CPG</i>			<i>Investissement dans des fonds diversifiés</i>		
	55 ans	60 ans	65 ans	55 ans	60 ans	65 ans
2025	11 070 \$	11 980 \$	13 260 \$	23 390 \$	25 310 \$	28 020 \$
2015	15 840 \$	17 710 \$	20 270 \$	30 130 \$	33 670 \$	38 540 \$
2005	26 150 \$	28 820 \$	32 460 \$	43 060 \$	47 450 \$	53 460 \$
1995	32 320 \$	34 780 \$	38 470 \$	41 100 \$	44 230 \$	48 930 \$

*Basé sur des cotisations totales de 10 % du salaire

Prestations déterminées et cotisations déterminées

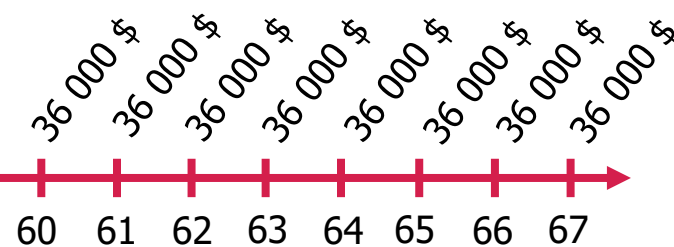


Prestations déterminées : ce qui est financé

- Une personne entre sur le marché du travail à l'âge de 30 ans
- Travaille 1 500 heures par an pendant 30 ans
- Taux de prestation : 6,67 cents par mois par heure travaillée



30

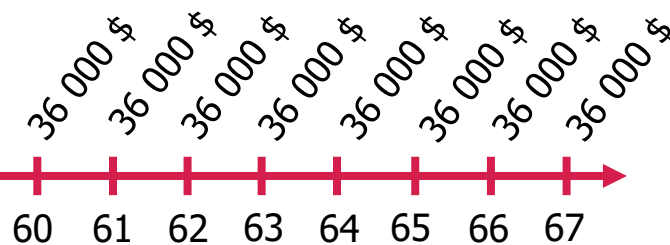


Prestations déterminées : ce qui est financé

- Une personne entre sur le marché du travail à l'âge de 30 ans
- Participe à un régime à prestations déterminées de type « salaire final » pendant 30 ans (avec un salaire final moyen de 60 000 \$).
- Formule de calcul des prestations : $2\% \times \text{années} \times \text{salaire final moyen}$



30



Ce que le régime de retraite prévoit

- Montant de la rente de retraite basé sur la formule du régime
- **Exemple** : 36 000 \$ si la rente n'est pas réduite à 60 ans, *mais seulement 25 200 \$ si la rente est réduite de ½ % par mois avant 65 ans*
- Dépend de la capacité de paiement du régime et (pour la plupart des régimes interentreprises) des cotisations négociées de l'employeur



L'âge de la retraite n'est pas atteint

- Sommes forfaitaires payables au moment de la cessation de participation
- Rentes ou sommes forfaitaires payables en cas de décès
- Peut-être même des prestations d'invalidité

Rôle de l'actuaire

L'actif : Combien d'argent y a-t-il dans le seau ? Ou, au total, combien **avons-nous** épargné jusqu'à présent ?

Passif actuariel : Qu'elle est la valeur aujourd'hui des promesses de prestations futures ? Ou, au total, combien **devons-nous** avoir épargné jusqu'à présent ?

Évaluation actuarielle : Compare l'**actif** et le **passif actuariel**



Questions clés : Modèles à prestations déterminées (accumulation sur base collective)

1. L'argent de la caisse de retraite (le « seau ») est-il suffisant pour soutenir les promesses faites jusqu'à présent ?
2. Les taux de cotisation sont-ils suffisants pour soutenir
 - i. les promesses de prestations futures, et
 - ii. le déficit, si la réponse à 1. est « non ».

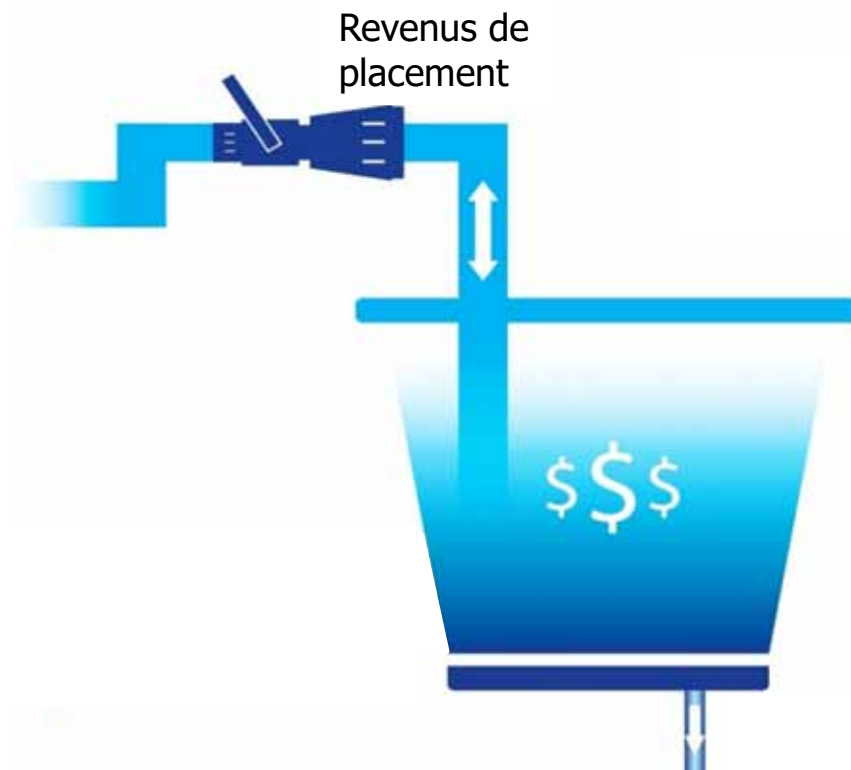
Rapport d'évaluation actuarielle

- Exigé par la législation au moins tous les 3 ans, parfois annuellement
- Uniquement pour les régimes à prestations déterminées (*c.-à-d.* **non** requis pour les régimes à cotisation déterminée)
- Actif comparé à la valeur des prestations acquises (passif)
- Cotisations attendues comparées à la valeur des prestations acquises pour l'année suivant l'évaluation
- Adéquation des actifs actuels et des cotisations prévues

Les actuaires émettent des hypothèses

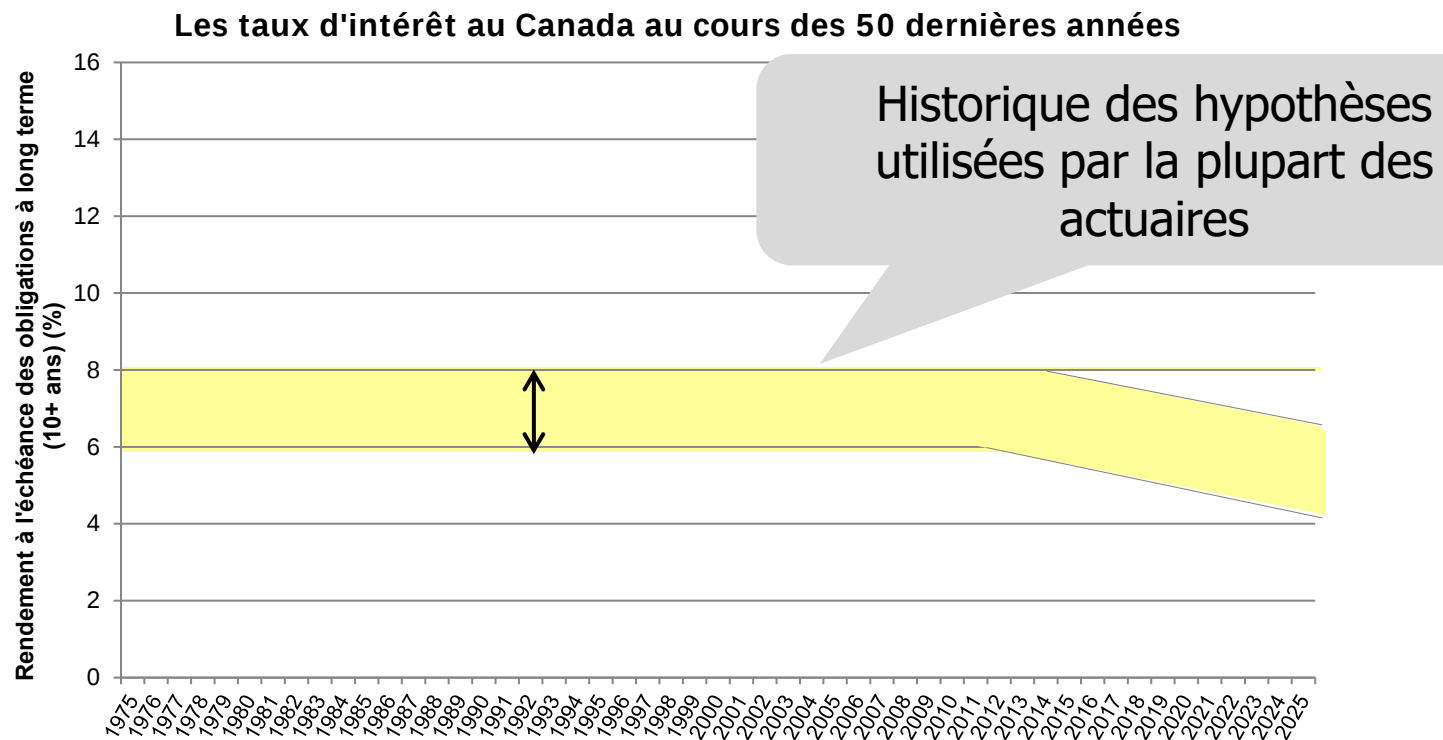
- « Taux d'intérêt » (rendement des placements moins dépenses d'investissement)
- Frais généraux
- Augmentation des salaires
- IPC, MGAP
- Date de départ à la retraite
- Taux de mortalité (espérance de vie), taux d'invalidité
- Hypothèses de cessation d'emploi
- Heures travaillées

Financement : Ce qui fait la différence !

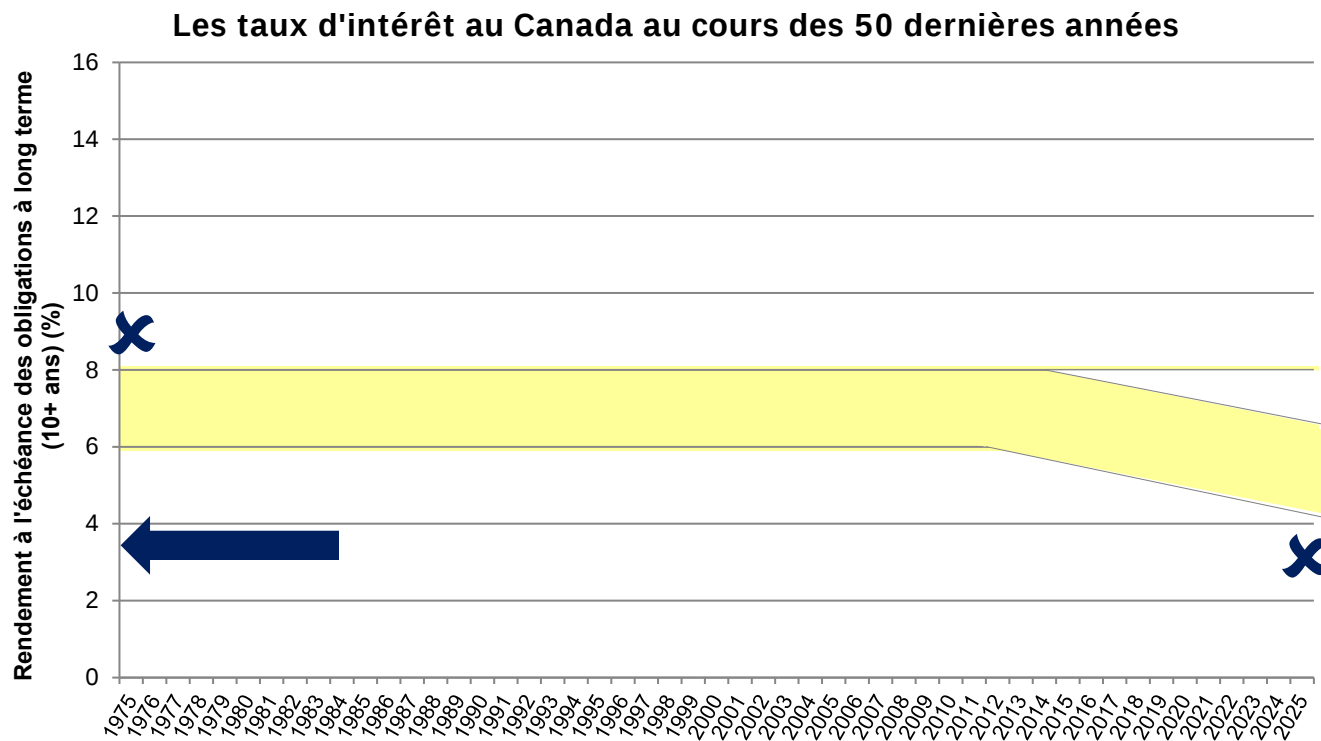


Les revenus d'investissement :
Un boyau à incendie ?
Ou un tuyau d'arrosage ?
Examinons les faits...

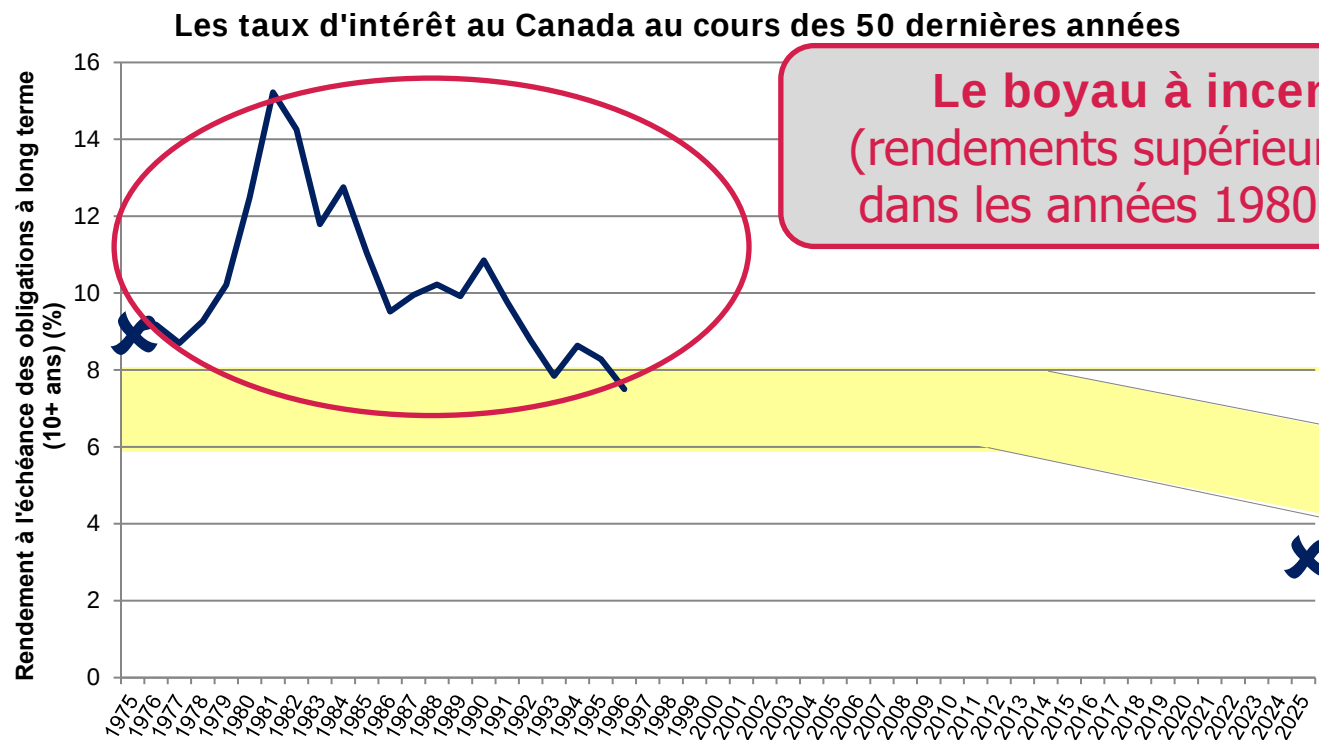
Financement : Ce qui fait la différence !



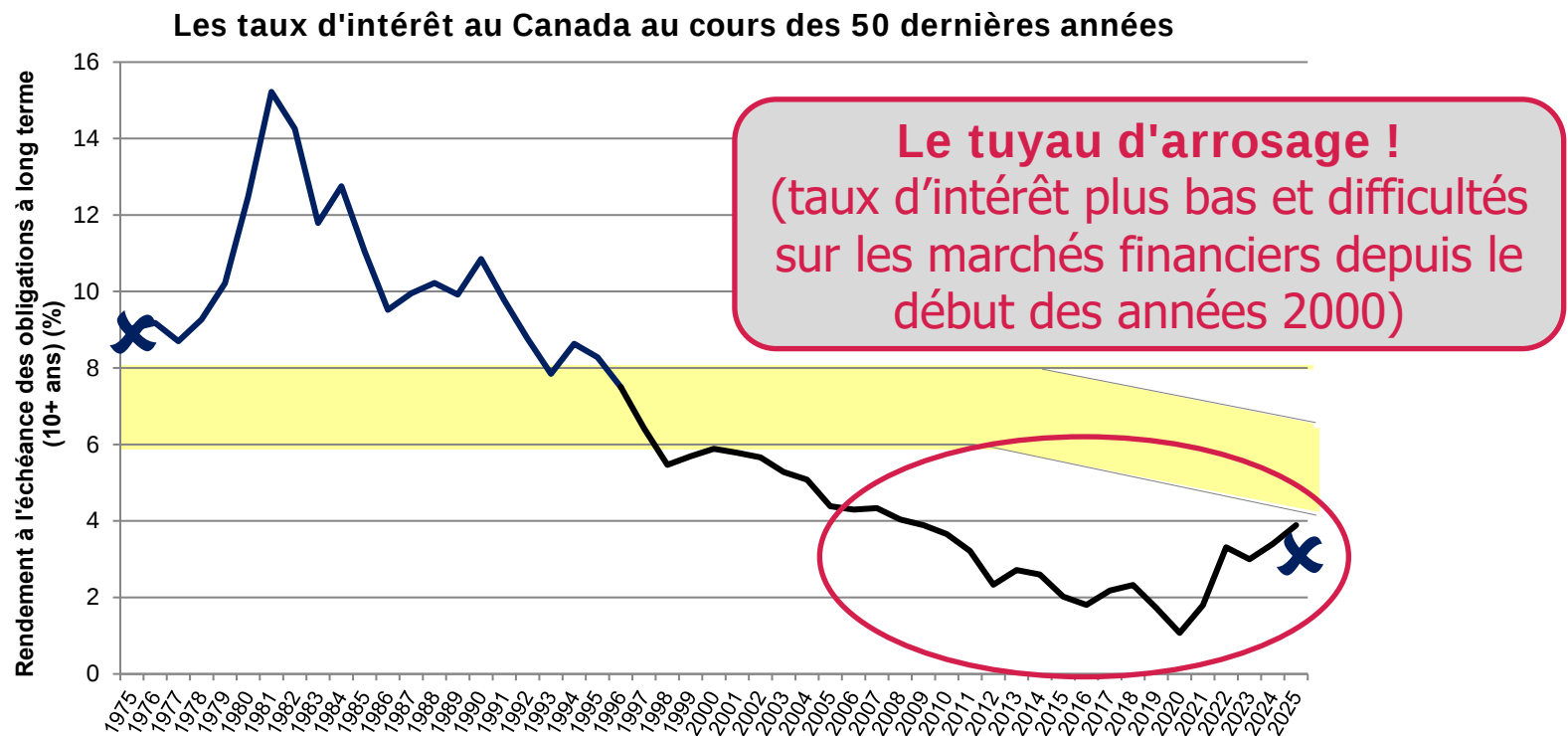
Financement : Ce qui fait la différence !



Financement : Ce qui fait la différence !



Financement : Ce qui fait la différence !



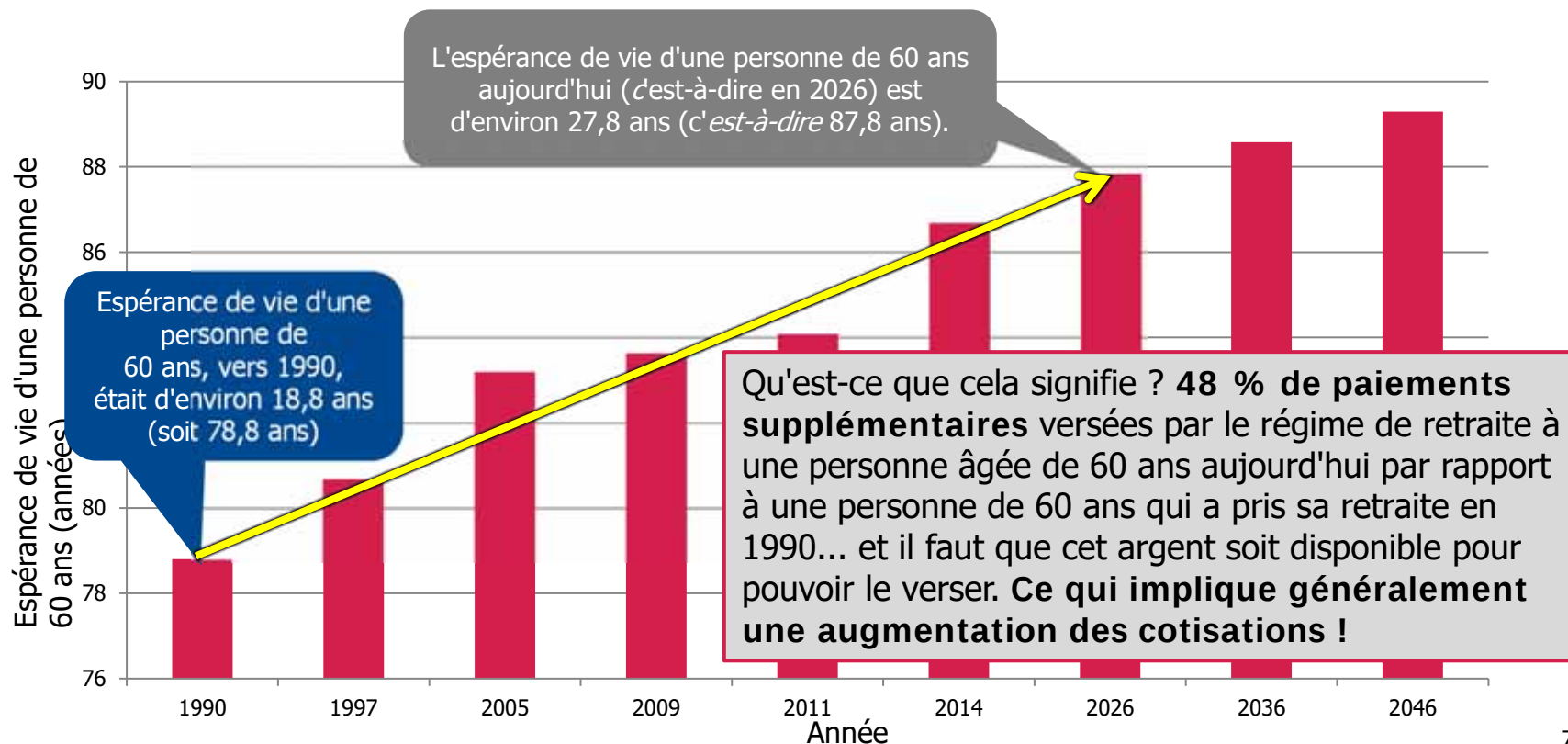
Financement : Ce qui fait la différence !

Paielement des prestations

- **Quel montant ? Dans combien de temps ?**
 - Les réponses à ces questions sont déterminées par les dispositions régime. Quelle est la générosité de la formule de rente et à quel moment pouvez-vous en bénéficier ?
À 55 ans ? 60 ans ? 65 ans ?
- **Pendant combien de temps ?**
 - C'est la question la plus trompeuse ! La réponse est « aussi longtemps que vous vivrez »... Mais de combien de temps s'agit-il ? Voyons voir...

Démographie et tendances :

Espérance de vie d'une personne de 60 ans



Ce que nous avons appris

- Les différents types de financement
- Constitution d'une caisse de retraite
- Facteurs qui influencent les besoins de financement
- Hypothèses actuarielles
- Plus d'information sur le financement des régimes de retraite

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants concernant le financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PD) est correct ?

- A. Toutes les cotisations des employeurs sont mises en commun pour fournir des prestations aux participants
- B. Les revenus de placement représentent une part importante du financement nécessaire au paiement des prestations
- C. Les administrateurs sont responsables de l'administration des cotisations et des revenus de placement afin de financer les prestations futures des participants
- D. Toutes ces affirmations

Testez vos connaissances

Le taux de mortalité est :

- A. Une estimation du nombre de participants qui prendront une retraite anticipée chaque année
- B. Le pourcentage de décès à un âge donné
- C. Estimation du nombre de participants qui deviendront invalides chaque année

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants concernant les principes de base du financement des régimes de retraite n'est PAS correct ?

- A. Le régime de retraite type reçoit périodiquement des cotisations de l'employeur et le régime génère des revenus de placement sur ces cotisations au fil du temps
- B. Plus les cotisations de l'employeur sont versées tôt et fréquemment dans la caisse de retraite, plus les revenus de placement générés par les cotisations sont élevés
- C. Les revenus de placement n'ont généralement pas d'impact significatif sur la valeur des actifs accumulés dans la caisse de retraite pour payer les prestations de retraite

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants décrit correctement le financement d'un régime de retraite à cotisation déterminée (CD) ?

- A. Lorsqu'un employeur verse 2 \$ pour une heure travaillée par son employé, ces 2 \$ sont conservés dans le compte individuel de l'employé
- B. Un actuaire détermine le niveau de la cotisation de l'employeur et des prestations à payer
- C. Tous les revenus de placement sont mis en commun pour fournir des prestations aux participants éligibles au régime

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants concernant l'évaluation actuarielle d'un régime de retraite est correct ?

- A. L'évaluation actuarielle évalue la valeur de tous les actifs accumulés dans la caisse de retraite
- B. L'évaluation actuarielle détermine la valeur de toutes les prestations promises aux participants du régime
- C. L'évaluation actuarielle compare les actifs accumulés à la valeur des prestations promises pour déterminer si le financement actuel est adéquat
- D. Toutes ces affirmations

Testez vos connaissances

Laquelle des affirmations suivantes concernant l'impact du rendement sur les investissements sur la valeur des prestations pour les participants est correcte ?

- A. Une variation de 1% du rendement des actifs de la caisse de retraite n'a pas d'impact sur la valeur des prestations
- B. Un rendement sur les investissements supérieur aux attentes peut être utilisé par les administrateurs des régimes de retraite et d'avantages sociaux pour offrir une variété de prestations améliorées aux participants ou constituer davantage de réserves
- C. L'investissement des actifs de la caisse de retraite n'est essentiel que pour le sain financement des régimes de retraite ; il n'a aucun impact sur les régimes d'avantages sociaux.

Ce que nous allons couvrir

- **Leçon 1 : Les bases du financement**
- **Leçon 2 : Le financement des régimes d'avantages sociaux**
- **Leçon 3 : Le financement des régimes de retraite**
- **Leçon 4 : Les bases de l'investissement**
- **Leçon 5 : La politique de placement**
- **Leçon 6 : Les rapports financiers**

Les revenus de placement : Introduction

- Les revenus générés par les placements sont essentiels à la croissance des différents types de régimes
 - Ceux-ci permettent de faire croître la valeur des cotisations et ainsi aider à payer les prestations
- Des investissements fructueux permettent donc un programme fructueux
 - Que ce soit pour l'assurance collective, PD, CD, etc.

Quels sont les facteurs qui influencent les revenus de placement ?

- Le choix des classes d'actif
 - Obligations
 - Actions
 - Placements alternatifs
 - Immobilier, infrastructure, actions privées, dette privée, etc.
- Les pondérations dans chaque classe d'actifs

Obligations

Q : Qu'est-ce qu'une obligation ?

R : Les obligations sont des contrats de prêt assortis d'un taux d'intérêt et de conditions de remboursement fixes

Émetteurs d'obligations

Gouvernement	• Fédéral • Provincial • Municipales
Corporatives	• Entreprises solides et de bonne qualité • Entreprises de mauvaise qualité

Qu'est-ce qui affecte le prix des obligations ?

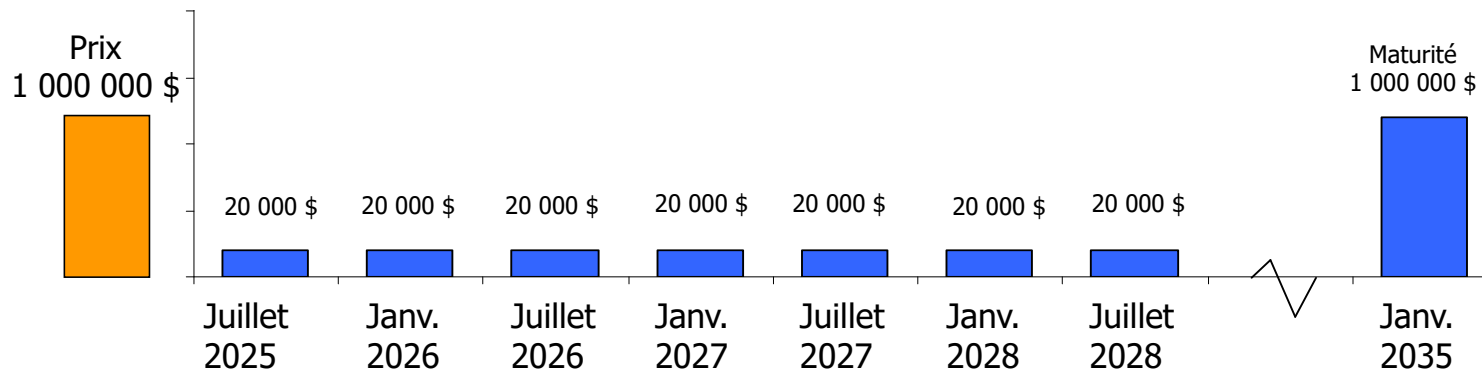
Affectées par:

- **Les taux d'intérêt**
- **L'inflation**
- **Durée jusqu'à l'échéance**
 - Plus l'échéance est longue, plus le prix est sensible aux variations des taux d'intérêt.
- **La solvabilité ou la cote de crédit**
 - L'émetteur est-il moins susceptible de remplir ses obligations ?

Comment fonctionne une obligation

Exemple :

Date d'échéance	1 ^{er} janvier 2035 (10 ans)
Coupon	4 % payable 2x par an (40 000 \$ par an)
Prix	1 000 000 \$ par obligation
Rendement	4 %



Pour la plupart des obligations

- Paiements de coupons fixes
- Paiement fixe à l'échéance
- Le prix peut changer

Relation entre les prix des obligations et les taux d'intérêt

Lorsque les taux d'intérêt augmentent,
le prix des obligations diminue

Lorsque les taux d'intérêt diminuent,
les prix des obligations augmentent



Les obligations : Comment les prix peuvent-ils changer ?

Échéance	1 ^{er} janvier 2035 (10 ans)
Coupon	4 %
Prix	1 000 000 \$
Rendement	4,0 %

Les obligations : Comment les prix peuvent-ils changer ?

		I.	II.
Échéance	1 ^{er} janvier 2036 (10 ans)	Identique	Identique
Coupon	4 %	4 %	4 %
Prix	1 000 000 \$	1 085 300 \$	922 800 \$
Rendement	4,0 %	3,0 %	5,0 %

Qualité du crédit

Les obligations sont notées par les agences de crédit en fonction de leur capacité à remplir leurs obligations

AAA	Qualité la plus élevée	Protection exceptionnellement forte pour la durée de remboursement du principal et des intérêts, <i>par exemple</i> , le gouvernement canadien, les banques de première qualité
AA	Qualité supérieure	Très légèrement inférieure à la qualité AAA, <i>par exemple</i> , obligations provinciales de qualité supérieure, banques, entreprises de qualité supérieure
A	Qualité satisfaisante	La protection du capital et des intérêts est substantielle, <i>par exemple</i> , obligations du gouvernement provincial, entreprises de bonne qualité
BBB	Qualité adéquate	La protection du principal et des intérêts est acceptable, <i>par exemple</i> , entreprises de qualité raisonnable

Attention

Qualité du crédit

BB	Qualité spéculative	Qualité spéculative - Le remboursement du principal et des intérêts est incertain
B	Qualité hautement spéculative	Qualité hautement spéculative
CCC, CC, C	Risque de défaillance	Risque de défaut
D	En défaut	En défaut de paiement

La qualité d'une obligation se reflète dans son prix

Actions

- Vous êtes propriétaire !
 - Droit sur les actifs et les bénéfices d'une entreprise cotée en bourse
- Plus risquées que les obligations ou l'encaisse, mais peuvent aussi avoir un rendement plus élevé

Actions

- Lorsqu'une entreprise fait faillite, cela peut anéantir l'avoir des actionnaires, mais les actions peuvent aussi s'apprécier considérablement
- Les actions peuvent être achetées dans la plupart des régions du monde (Canada, États-Unis, Europe et certains marchés émergents)
- Autant les petites entreprises que les grandes peuvent être cotées en bourse

Bénéfices des entreprises et cours des actions

Dividendes Bénéfices non répartis	Croissance plus forte des bénéfices et paiement limité de dividendes. Accent mis sur l'appréciation du cours de l'action • Dividende moindre • Augmentation des bénéfices non répartis
Dividendes Bénéfices non répartis	Croissance moindre des bénéfices , accent mis sur la croissance et le rendement des dividendes • Dividende plus élevé • Bénéfices non répartis plus faibles

Taux de dividende

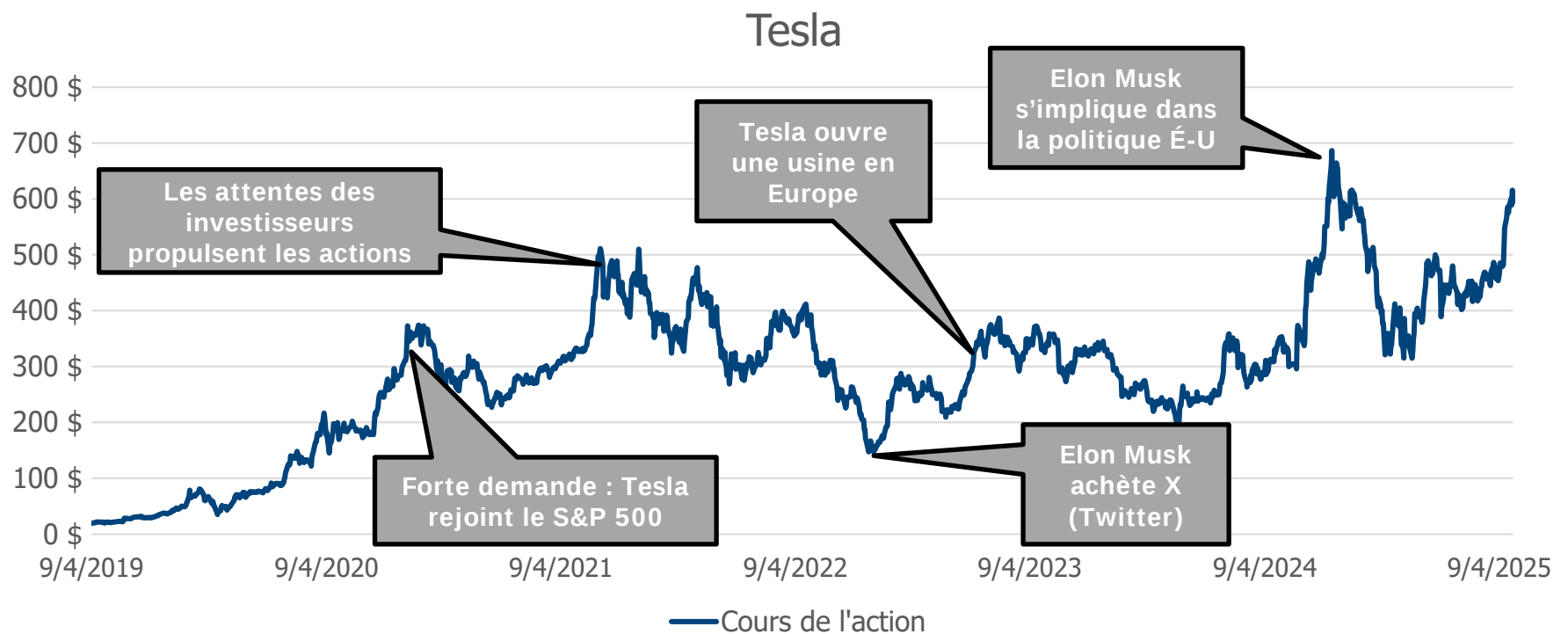
- Les entreprises choisissent la part de leurs bénéfices qu'elles souhaitent distribuer aux actionnaires

Entreprises à dividendes élevés	• Il s'agit généralement d'entreprises matures capables de générer régulièrement des liquidités à partir de leurs activités
Entreprises à faible ou sans dividendes	• Typiquement, les entreprises qui veulent ou doivent réinvestir leurs bénéfices dans leurs activités pour une croissance future • Certaines entreprises ne versent AUCUN dividende
Payé à la discrétion du conseil d'administration	

Les actions : Qu'est-ce qui les fait bouger ?

- Elles sont influencées par :
 - l'offre et la demande
 - les nouvelles spécifiques à l'entreprise, par exemple, le lancement d'un nouveau produit
 - les événements extérieurs, par exemple les troubles politiques
 - les attentes des investisseurs

Exemple d'action



Qui reçoit quoi ?

Détenteur d'une obligation

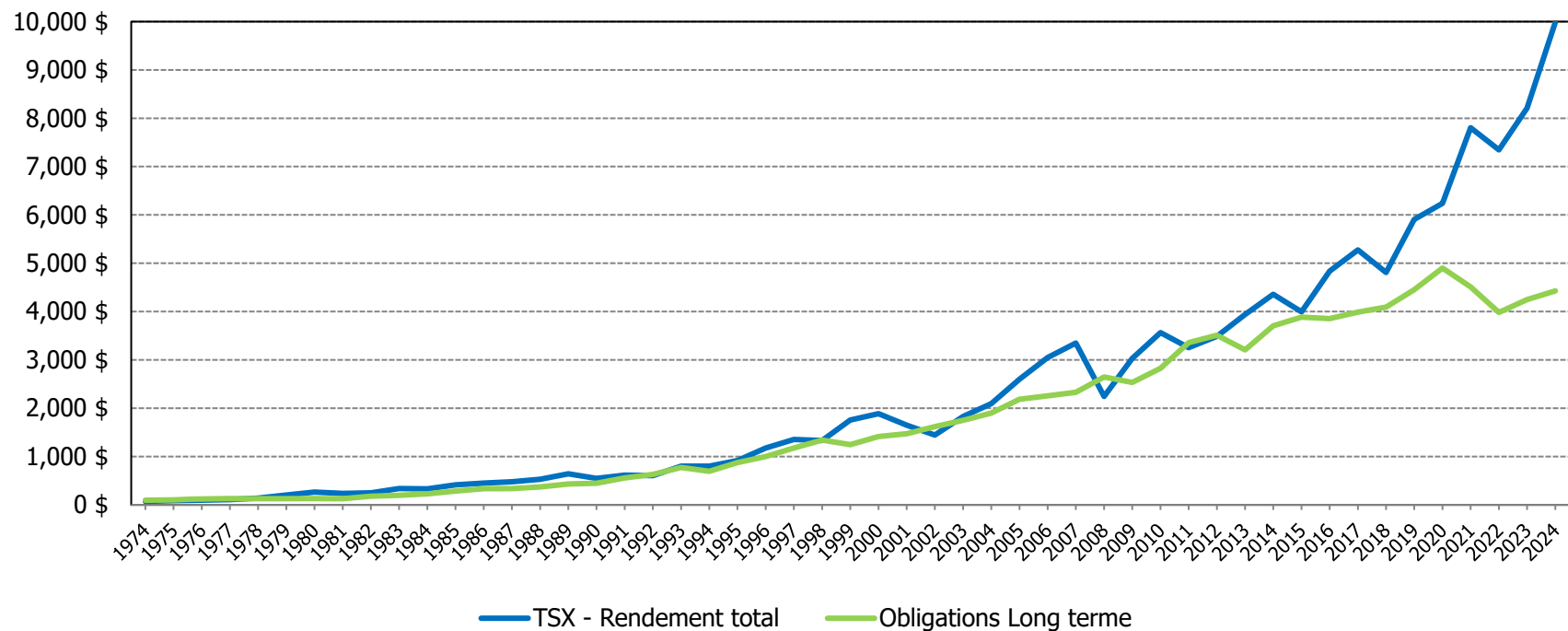
- Promesse fixe de recevoir des intérêts tous les 6 mois et le remboursement final du capital
- Ne participe pas à la croissance de la société émettrice

Actionnaire

- Pas de promesse fixe de revenu ou de remboursement du capital
- Participe à la croissance de l'entreprise et aux dividendes

Rendements à long terme

50 ans de rendements canadiens - Actions et obligations à long terme
Croissance de 100 \$ de 1973 à 2024



Placements alternatifs

- Les placements alternatifs sont des investissements qui ne sont pas cotés en bourse ni sur le marché obligataire, et qui se transigent généralement de gré à gré
- Peuvent inclure :
 - Actifs réels (immobilier, infrastructure, terres agricoles)
 - Actions privées
 - Dette privée
 - Fonds de couverture

Pourquoi allouer aux placements alternatifs?

- Les avantages des placements alternatifs sont nombreux :
 - Diversification accrue
 - Rendements excédentaires
 - Protection contre l'inflation
 - Revenu courant

Immobilier

- L'immobilier commercial inclut :



Commerce de détail



Multi-résidentiel



Bureaux



Industriel

Immobilier

Avantages

- Revenu courant
- Rendements stables
- Protection contre l'inflation

Risques

- Illiquidité
- Sensibilité PIB et environnement économique
- Levier

Infrastructure

- L'infrastructure inclut :



Actifs réglementés

- **Énergie et services publics:**
 - Eau
 - Transmission et distribution d'électricité
 - Transport du gaz et pétrole
- **Gestion des déchets**



Actifs contractuels

- **Production d'électricité sous contrat**
- **Infrastructure sociale**
 - Établissement d'enseignement
 - Établissements de santé
 - Projets de génie civil



Actifs liés au PIB

- **Infrastructures de transport**
 - Aéroports
 - Ponts, routes, tunnels
 - Ports
 - Voies ferrées

Infrastructure

Avantages

- Services essentiels
- Revenu courant
- Protection contre l'inflation
- Monopoles

Risques

- Illiquidité
- Risque souverain/politique
- Taille importante des investissements
- Levier

Actions privées



- Les actions privées représentent des investissements dans des entreprises non cotées
- Elles offrent un potentiel de rendement élevé, mais avec une liquidité réduite
- Les gestionnaires participent activement à la gestion et au développement
- Elles sont accessibles via des fonds de capital-investissement

Actions privées

Avantages

- Rendement potentiel élevé
- Diversification

Risques

- Illiquidité
- Importance de bien sélectionner les gestionnaires
- Gestion des risques accrue
- Frais de gestion élevés

Dette privée



- La dette privée consiste en des prêts directs à des entreprises non cotées en bourse
- Elle offre des rendements potentiellement plus élevés que la dette publique classique
- Moins liquide, elle nécessite un engagement à plus long terme
- Souvent utilisée pour financer la croissance, les acquisitions ou la restructuration d'entreprises
- Les investisseurs doivent évaluer soigneusement le risque de crédit et la qualité de l'emprunteur

Dette privée

Avantages

- Rendement potentiel élevé
- Diversification
- Protection partielle inflation (taux flottant)
- Revenu courant

Risques

- Illiquidité
- Importance de bien sélectionner les gestionnaires
- Gestion des risques accrue

Fonds de couverture

- Les fonds de couverture utilisent des stratégies d'investissement diversifiées et complexes
- Ils visent à générer des rendements élevés en utilisant des leviers et des positions longues et courtes
- La liquidité peut être limitée en raison des stratégies employées et des périodes de blocage
- Ces fonds sont généralement accessibles aux investisseurs qualifiés à cause de leur risque et complexité



Fonds de couverture (suite)

Avantages

- Diversification
- Revenu courant
- Gestion de la volatilité

Risques

- Illiquidité
- Importance de bien sélectionner les gestionnaires
- Complexité
- Frais de gestion élevés

Ce que nous avons appris

- L'importance des revenus de placement
- Principales caractéristiques :
 - Obligations
 - Actions
 - Placements alternatifs (immobilier, infrastructure, actions privées, dette privée et fonds de couverture)

Testez vos connaissances

Parmi les éléments suivants, lesquels sont à prendre en considération lors de l'évaluation et de l'élaboration d'une politique de placement ?

- A. L'horizon de temps disponible pour atteindre les objectifs d'investissement
- B. Les besoins de trésorerie du régime
- C. La santé économique de l'industrie desservie par le régime
- D. Toutes ces affirmations

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants décrit correctement une caractéristique d'une action ?

- A. L'action représente une participation au capital d'un terrain ou d'un bâtiment
- B. Les actions donnent à leur détenteur le droit de participer aux bénéfices de la société qui les a émises
- C. Les actionnaires sont des créanciers

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants décrit correctement une caractéristique d'une obligation ?

- A. Une obligation confère à son détenteur un intérêt dans la gestion de la société qui l'a émise
- B. Une obligation donne à son détenteur le droit de participer aux bénéfices de la société qui l'a émise
- C. Une obligation est un contrat de prêt assorti de paiements d'intérêt et de modalités de remboursement déterminées.

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants concernant la notation des obligations est correct :

- A. Une note AAA attribuée par une agence de notation reflète une obligation de haute qualité
- B. La notation des obligations n'affecte pas le prix des obligations
- C. Si la notation de l'obligation baisse, le prix de l'obligation augmente

Testez vos connaissances

Laquelle des options ci-dessous n'est pas une raison d'allouer aux placements alternatifs ?

- A. Diversification accrue
- B. Rendements excédentaires
- C. Protection contre l'inflation
- D. Réduction des frais de gestion

Testez vos connaissances

L'argent gagné ou perdu lors de l'achat et de la revente d'un investissement est son ou sa :

- A. Rendement
- B. Risque
- C. Volatilité

Ce que nous allons couvrir

- **Leçon 1 : Les bases du financement**
- **Leçon 2 : Le financement des régimes d'avantages sociaux**
- **Leçon 3 : Le financement des régimes de retraite**
- **Leçon 4 : Les bases de l'investissement**
- **Leçon 5 : La politique de placement**
- **Leçon 6 : Les rapports financiers**

Importance de la politique de placement

- Détermine des lignes directrices pour la gestion des actifs de la caisse de retraite ainsi que des directives aux gestionnaires de placement
 - Comment obtenir les revenus de placement nécessaires pour atteindre les objectifs du régime ?
 - Comment protéger les actifs de la caisse contre les risques de perte ?
 - Comment assurer la croissance des actifs de la caisse ?

Cycle de contrôle des investissements

Suivi de la performance

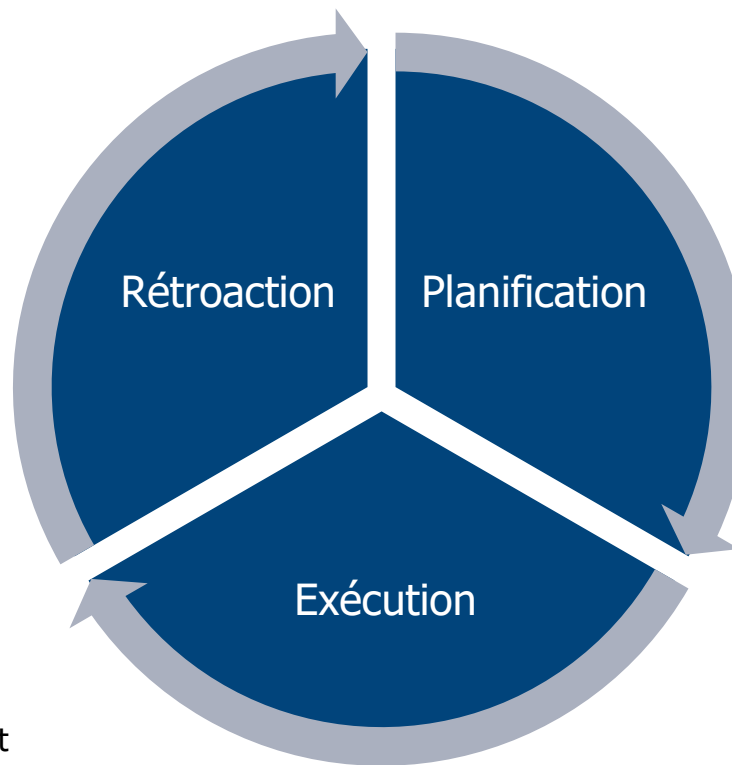
(Rétroaction)

- Réalisons-nous ce que nous ce que nous avons prévu de faire ?
 - ✓ Nos outils sont-ils adéquats ?
 - ✓ Est-ce que l'implantation des décisions apporte une contribution positive ?
 - ✓ Suivi, évaluation et attribution

Implantation de la politique

(Exécution)

- Qui va faire quoi ?
 - ✓ Styles d'investissement
 - ✓ Structures d'investissement
 - ✓ Prendre les décisions concernant le portefeuille



Politique de placement

(Planification)

- Définie par les **administrateurs / fiduciaires**
- Comprend la philosophie, les objectifs et les contraintes
- Identifie les outils pour atteindre les objectifs
 - ✓ Allocation d'actifs
 - ✓ Sélection de titres
 - ✓ Indices de référence

Revue stratégique à long terme

- Rappel de la formation Administration / Gouvernance
 - La fonction clé de l'administrateur/fiduciaire est de fournir une orientation stratégique pour la gestion de la caisse dans son ensemble afin d'atteindre l'objectif de la caisse sur le long terme
 - La revue à long terme de la politique de placement pourrait faire partie de ce processus de planification

Rôle des professionnels de l'investissement

- Gestionnaires de placement - sélectionne les actions et les obligations
- Gardien de valeurs - détient les actions et les obligations en toute indépendance
- Fournisseurs de données - fournit des données pour les suivis de performance
- Conseiller en investissement - aide à établir la répartition des actifs ainsi que gère et interprète les données

Importance de la répartition d'actifs

- Reflète la tolérance au risque du régime
 - Un pourcentage plus élevé d'actions se traduit-il par un risque plus élevé ?
 - Quels sont les risques ?
- Principal facteur de variabilité du portefeuille au fil du temps
 - 90 % des hauts et des bas de la caisse/fonds s'expliquent par la répartition d'actifs
- Effets de la diversification des classes d'actifs
 - Viser que les classes d'actifs sélectionnés n'évoluent pas de la même façon

Importance de la diversification

- La politique définit des lignes directrices
- La diversification du portefeuille permet de :
 - Réduire la volatilité
 - Diversifier par la répartition des actifs
 - Également par le biais de :
 - Obligations
 - Actions
 - Autres



Rendements historiques et introduction à la diversification

Année	Rendement des actions	Rendement des obligations	Rendement du portefeuille
1957	(21 %)	6 %	(7,5 %)
1958	31 %	(6 %)	12,5 %
1974	(26 %)	(2 %)	(14 %)
1985	25 %	25 %	25 %

Note : Le portefeuille est basé sur une combinaison 50 %/50 % des deux classes d'actifs.

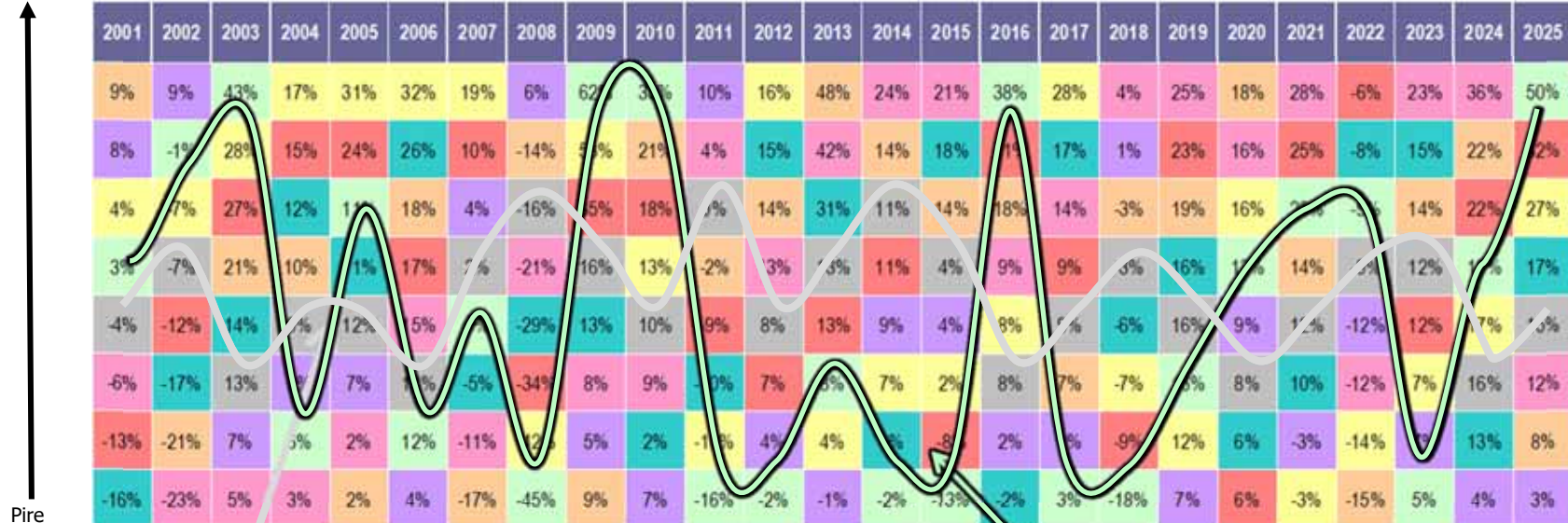
125

Introduction au risque et comment il est mesuré

- Volatilité des rendements attendus des investissements ?
 - L'écart-type ? Qu'est-ce que cela signifie ?
- Quelques exemples pratiques . . .
 - Choix 1 : Rendement garanti de 3,0 % pendant 1 an
 - Pas de volatilité, pas de risque
 - Choix 2 : Rendement attendu (sans garantie !) de 4,5%
 - Mais peut être compris entre (5,5 %) et 14,5 %
 - Choix 3 : Rendement attendu (sans garantie !) de 7,5 %
 - Mais il pourrait être compris entre (21,5 %) et 36,5 %
 - Choix 4 : Rendement attendu (sans garantie !) de 9,0 %
 - Mais il pourrait être compris entre (41,0 %) et 59,0 %

Diversification (2001-2025)

Meilleur



Pire

S&P / TSX Composite Index
FTSE TMX Universe Bond Index
S&P/TSX Small Cap Index

S&P 500 Index
Russell 2000 Index
60 / 40 Balanced Fund *

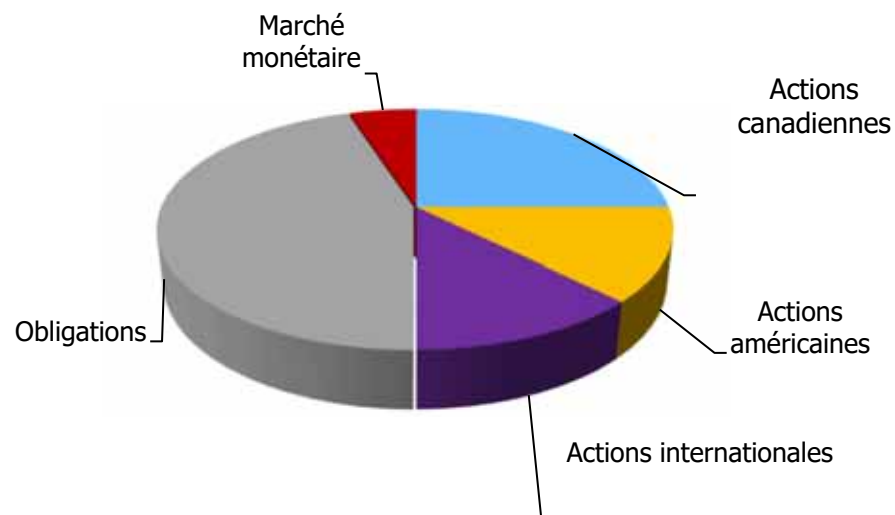
MSCI EAFE Index
MSCI Emerging Markets

Rendement composé moyen du fonds multi-actifs ? **6,4 %**
(écart-type de 9 %)

Rendement composé moyen du fonds Small Cap Equities ? **6,9 %**
(écart-type de 24 %)

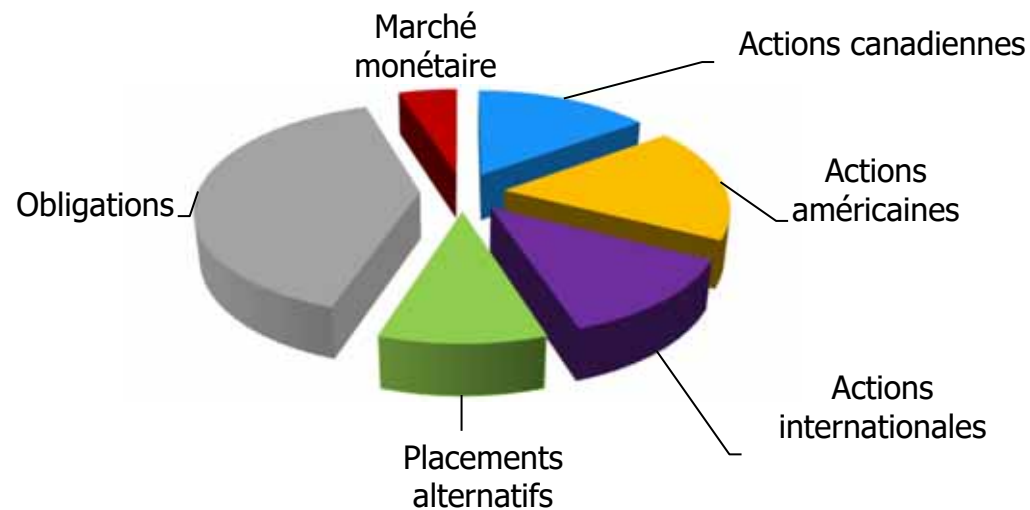
Stratégies de mise en œuvre typiques

- Un seul fonds équilibré - Un seul gestionnaire pour toutes les classes d'actifs



Stratégies de mise en œuvre typiques

- Tous des mandats spécialisés - Différents gestionnaires pour chaque classe d'actifs



Possibilité d'avoir plusieurs gestionnaires pour chaque classe d'actifs

Mandats équilibrés et mandats spécialisés

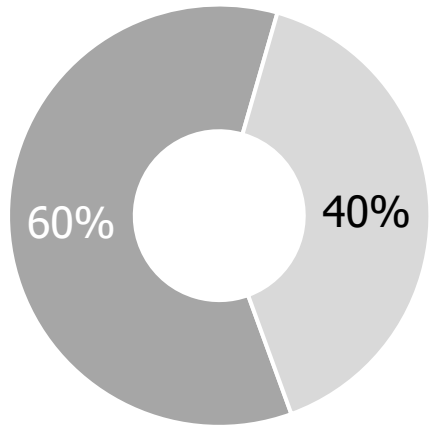
- Dans un mandat équilibré, chaque gestionnaire décide de *ces deux éléments* :
 - L'allocation d'actifs
 - Quelle proportion du fonds total est *allouée* à chaque classe d'actifs ?
 - La sélection des titres
 - Quels sont les *titres spécifiques* de chaque classe d'actifs ?

Mandats équilibrés et mandats spécialisés

- Dans un mandat spécialisé, chaque gestionnaire décide *uniquement* de ce qui suit
 - La sélection des titres (et uniquement des titres de la *classe d'actifs spécifique* dont le gestionnaire est responsable)
- L'idée est de se concentrer sur l'identification et l'utilisation des forces/spécialités particulières des gestionnaires disponibles
- La répartition de l'actif est normalement fixe telle que définit dans l'indice de référence de la politique

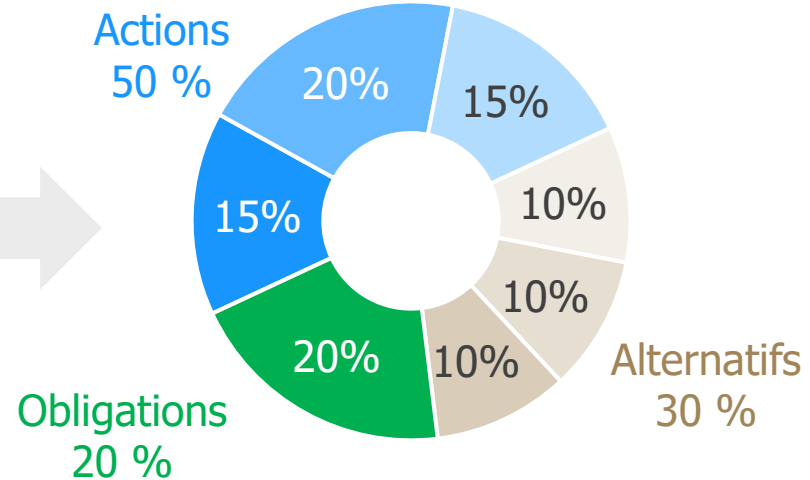
Évolution des portefeuilles d'investissement

L'ancien "60/40"



■ Actions ■ Obligations

Exemple de portefeuille équilibré / multi-actifs



■ Actions canadiennes
■ Actions internationales
■ Immobilier
■ Obligations canadiennes

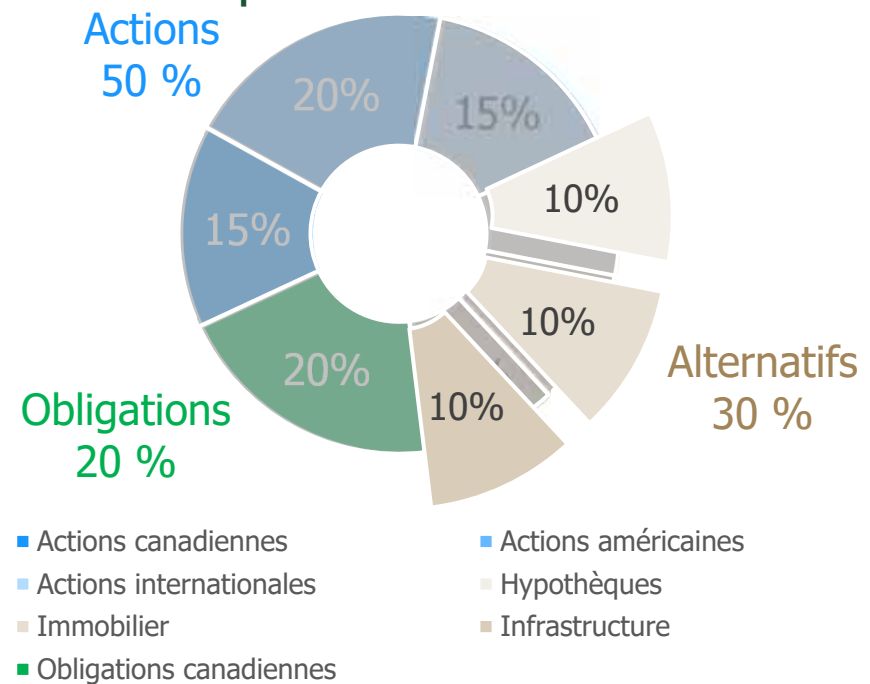
■ Actions américaines
■ Hypothèques
■ Infrastructure

Évolution des portefeuilles d'investissement

Avantages potentiels des portefeuilles

- ✓ Diversification
- ✓ Préservation du capital
- ✓ Amélioration du rendement
- ✓ Revenu

Exemple de portefeuille équilibré / multi-actifs



Explorer l'ESG Une brève introduction

Facteurs susceptibles d'avoir des implications financières pour les entreprises



Environnement

- Les changements climatiques
- Émissions de gaz à effet de serre (GES)
- Épuisement des ressources, y compris l'eau
- Déchets et pollution
- Déforestation



Social

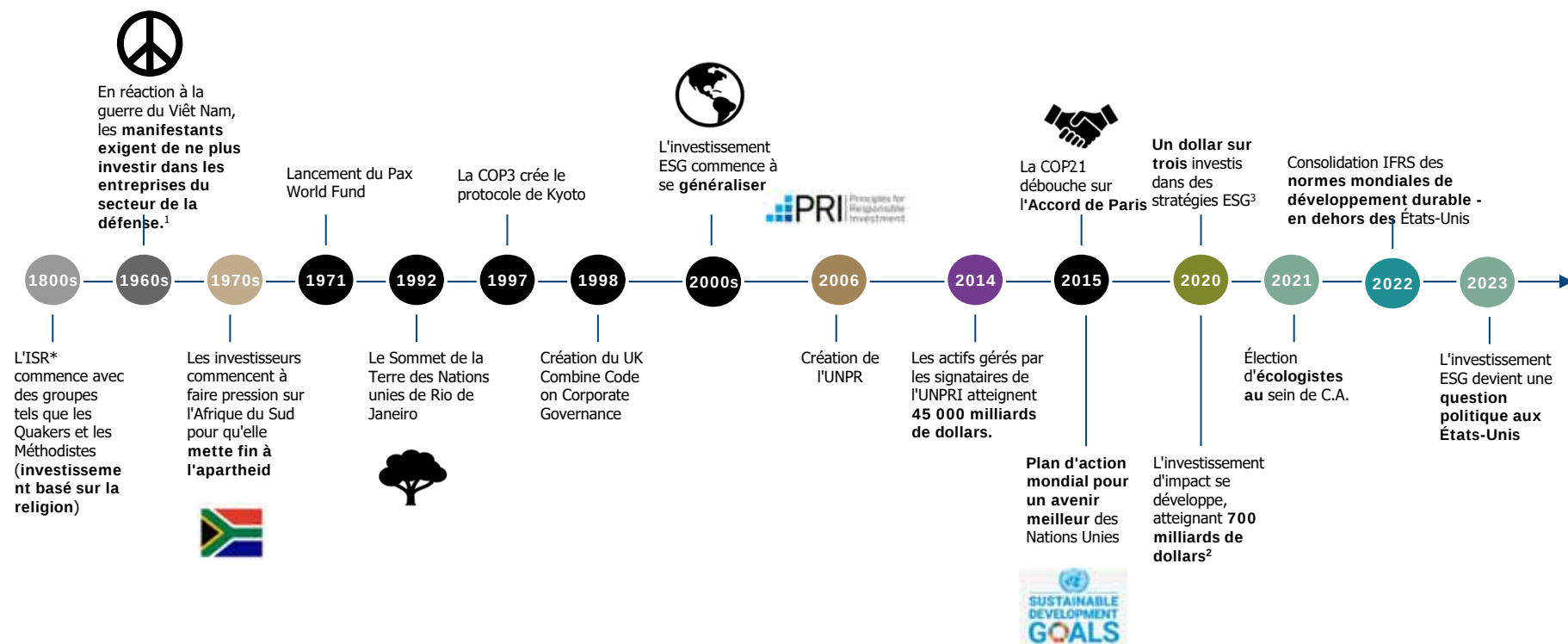
- Conditions de travail, y compris l'esclavage et le travail des enfants
- Communautés locales, y compris les communautés autochtones
- Santé et sécurité
- Relations avec les travailleurs et diversité



Gouvernance

- Rémunération des dirigeants
- Pots-de-vin et corruption
- Lobbying et dons politiques
- Diversité et structure du conseil d'administration
- Stratégie fiscale

L'ESG n'est pas une mode . . . Un sujet d'actualité, une longue histoire



*Investissement socialement responsable¹ Source : UNPRI.org

²Source : 2020 Annual Impact Investor Survey, Global Impact Investing Network (GIIN), juin 2020.

³Source : Rapport sur les tendances américaines en matière d'investissement durable et d'impact, US SIF, 2020.

Exemples d'approches d'investissement

Investissement d'impact

L'impact environnemental et social est supérieur ou égal à l'objectif de rendement financier

Investissement socialement responsable

Les investisseurs considèrent des facteurs éthiques, sociaux et environnementaux – et pas seulement les rendements – lorsqu'ils choisissent où investir.

Intégration ESG

Accent mis sur la matérialité financière des facteurs de développement durable

6 questions clés pour l'implantation de stratégie d'investissement

1. Savez-vous pourquoi vous l'avez ?
2. Est-elle trop complexe ?
3. La stratégie mise en œuvre correspond-elle à votre philosophie et à vos convictions en matière d'investissement ?
4. Est-ce que la stratégie est financièrement avantageuse ?
5. Les contrôles de gouvernance appropriés sont-ils en place ?
6. Recevez-vous des informations pertinentes qui vous permettent de mesurer et d'évaluer le succès de votre stratégie d'investissement ?

Ce que nous avons appris

- Rôle de la politique de placement et des différents intervenants
- Importance de l'allocation d'actifs et de la diversification
- Types de stratégies d'investissement
- Bref aperçu de l'ESG

Testez vos connaissances

La probabilité qu'un investissement ne produise pas le rendement souhaité est son ou sa :

- A. Volatilité
- B. Horizon d'investissement
- C. Risque

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants concernant le risque d'investissement (la probabilité qu'un investissement ne produise pas le rendement souhaité) est correct ?

- A. Tous les investissements présentent un certain degré de risque
- B. Les bons du Trésor présentent généralement un degré de risque élevé
- C. Les bons du Trésor sont généralement beaucoup plus risqués que les actions ordinaires de premier ordre

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants concernant les concepts de gestion de placement est correct ?

- A. L'horizon d'investissement est plus court pour les régimes de retraite que pour les régimes d'avantages sociaux
- B. Le risque de marché est le seul facteur qui affecte la valeur des actifs du régime
- C. L'allocation d'actifs est un moyen de diversifier le portefeuille d'un régime

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants concernant la responsabilité des décisions d'investissement dans les caisses de retraite est correct ?

- A. Les administrateurs prennent généralement leurs propres décisions en matière d'allocation d'actifs
- B. En règle générale, les administrateurs surveillent eux-mêmes les performances de leurs gestionnaires de placement
- C. Les administrateurs font généralement appel à des gestionnaires et à des consultants en investissement pour les aider dans leur fonction liée à l'investissement

Testez vos connaissances

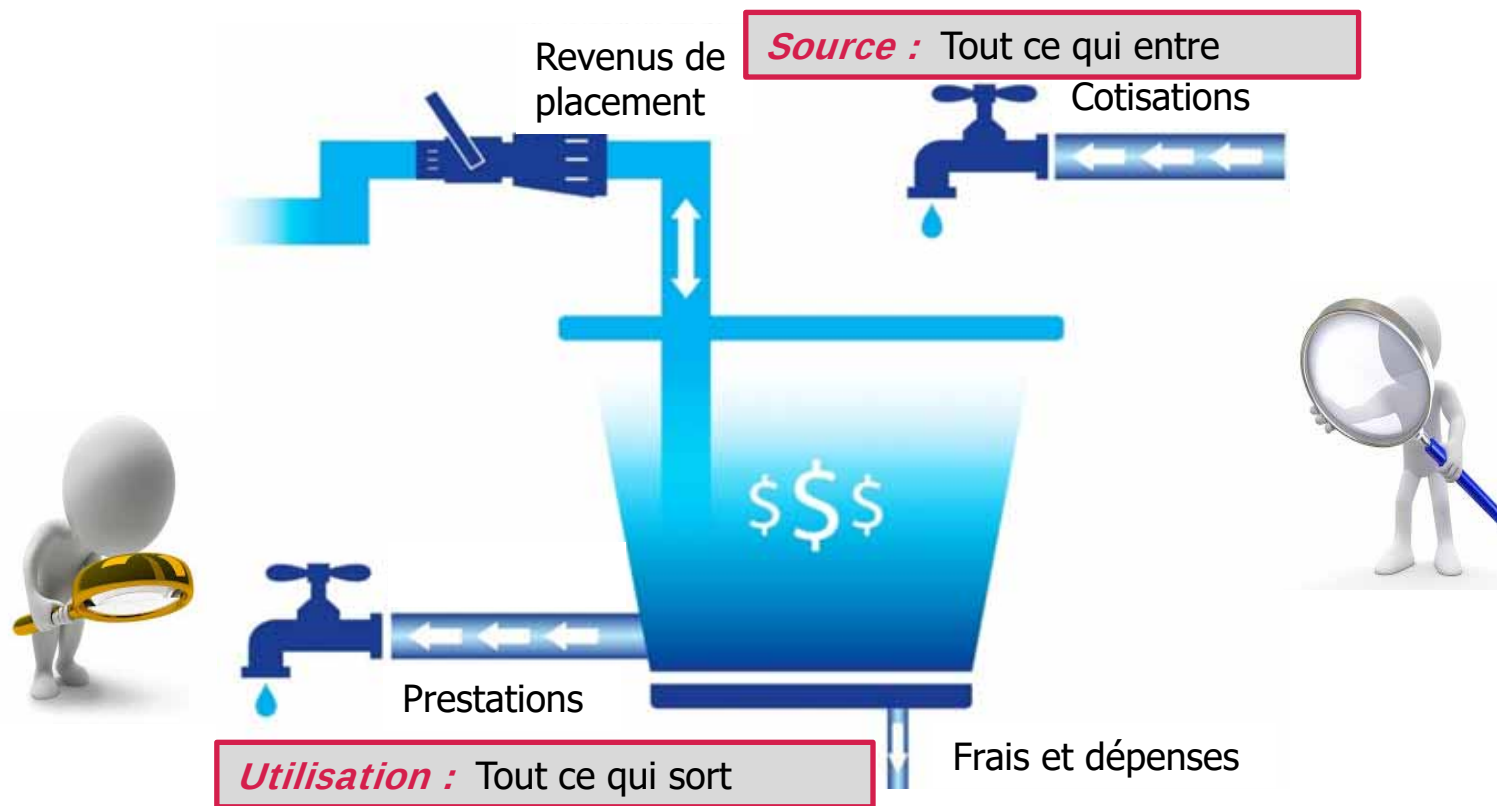
Le rôle de gestion et d'investissement des actifs du régime conformément aux objectifs et aux politiques de la caisse de retraite et selon les directives des administrateurs, est généralement assumé par le :

- A.** Gestionnaire de placement
- B.** Consultant en avantages sociaux
- C.** Gardien de valeurs

Ce que nous allons couvrir

- **Leçon 1 : Les bases du financement**
- **Leçon 2 : Le financement des régimes d'avantages sociaux**
- **Leçon 3 : Le financement des régimes de retraite**
- **Leçon 4 : Les bases de l'investissement**
- **Leçon 5 : La politique de placement**
- **Leçon 6 : Les rapports financiers**

Comment les caisses de retraite sont constituées ?



Rapports financiers et budget

- Quels résultats avons-nous obtenus, pourquoi et qu'elles sont les prochaines étapes ?
 - Déclaration des sources de revenus
 - Déclaration de l'utilisation des revenus
 - Analyse des liens historiques entre les deux et utilisation de ces informations pour orienter les décisions (en matière de prestations, de financement, d'investissements, etc.)

Sources de revenus

- Régime de retraite
 - Cotisations de l'employeur et cotisations des participants conformément à la convention collective
 - Revenus de placement (à long terme)
 - *c'est-à-dire* dividendes, intérêts, gains en capital
- Régime d'avantages sociaux collectifs
 - Cotisations de l'employeur et peut-être des membres conformément à la convention collective
 - Cotisations personnelles des participants
 - Revenus de placement (à court terme)
 - *c.-à-d.*, intérêts

Utilisation des revenus

- Régime de retraite
 - Prestations des participants
 - Frais d'opération
 - Solde investi pour procurer des prestations futures



Utilisation des revenus

- Régime d'avantages sociaux collectifs
 - Prestations aux participants
 - Frais administratifs
 - Solde (inférieur) investi pour
 - Compenser les augmentations futures des coûts des prestations et des dépenses
 - Constituer/augmenter les réserves
 - Les prestations aux participants sont payées principalement à même les cotisations

Rapports financiers et budget

- États financiers audités
- Rapports financiers intermédiaires
- Rapport sur les dépenses d'opération
- Budget des dépenses d'opération

États financiers audités

- Une « photo » de la situation de la caisse de retraite à un moment donné, généralement le 31 décembre
- Indiquent ce qui s'est passé dans la caisse au cours de l'année précédente
- Ils sont revus par l'auditeur à partir des informations fournies par l'administrateur et les fiduciaires
- Sont la responsabilité des administrateurs/fiduciaires

États financiers audités

- Constitués de :
 - Rapport de l'auditeur
 - Ce que l'auditeur a fait ou n'a pas fait, les réserves, l'opinion
 - État de la situation financière
 - Actifs et passifs en fin d'exercice
 - État des opérations
 - Revenus à recevoir et dépenses encourues au cours de l'exercice
 - Notes et pièces justificatives
 - Détail de certains postes

États financiers audités

- L'auditeur émet un avis sur les états financiers
 - *c.-à-d.* « présentent fidèlement, à tous égards importants »
- Les données sont analysées de façon sélective, selon un échantillonnage dont l'étendue dépend des contrôles internes de l'administrateur
 - Tests visant à obtenir une assurance raisonnable, mais non absolue
- États exempts d'inexactitudes importantes

États financiers audités

- Ils *ne constituent pas* une évaluation des investissements
- Ils *ne* déterminent *pas* l'adéquation des prestations à fournir
- Lettre de recommandations au promoteur : signale les lacunes et suggère des mesures correctives
 - Si le problème n'est pas résolu et s'il est important, le rapport est assorti d'une réserve

États financiers audités

- Ils soulèvent des questions !
- Extrait de la lecture 3E - États financiers audités

Régime d'assurance collective de soins de santé et de bien-être des employés syndiqués

État de l'actif net disponible pour les prestations

Au 31 décembre 20X2 et 20X1

	20X2	20X1
Actif		
Placements — à la juste valeur		
Obligations du gouvernement et d'organismes gouvernementaux	8 719 759	\$ —
Obligations de sociétés	9 440 512	—
Fonds de placement à court terme	7 701 076	21 737 811
	<u>25 861 347</u>	<u>21 737 811</u>
Créances		
Cotisations de l'employeur	1 429 273	5 202 386
Remboursements de médicaments sur ordonnance	154 673	211 697
Intérêts courus	249 174	84 479
Autre	100 874	242 735
	<u>1 933 994</u>	<u>5 741 297</u>
Encaisse	<u>32 262</u>	<u>24 342</u>
Total de l'actif	<u>27 827 603</u>	<u>27 503 450</u>

Limites de l'audit

- Le rapport avec réserve décrit les limites de l'audit (ce que l'auditeur n'a pas fait), *par exemple*, les registres de paie de l'employeur n'ont pas été examinés
- **Voir lecture 3F** - Exemple de libellé d'un rapport d'auditeur indépendant - Lettre de couverture
- Si la convention collective le permet, les fiduciaires/membres de comité de retraite peuvent exiger un audit des salaires de l'employeur
 - La décision de procéder à un audit nécessite de mettre en comparaison ce qui pourrait être récolté et le coût de l'audit
 - Peut prendre en compte la confirmation de l'auditeur de l'employeur

Utilisation des états financiers vérifiés

- Déclarations réglementaires requises
 - Avec les autorités provinciales — ministère du Travail et/ou organisme des régimes de retraite
 - Pièces justificatives pour la déclaration de revenus des régimes d'avantages sociaux collectifs, des régimes de retraite, Statistique Canada
- Rapport d'évaluation actuarielle
 - Informations financières transmises à l'actuaire pour inclusion dans le rapport
 - L'actuaire est autorisé à s'appuyer sur les informations des états financiers vérifiés sans procéder à une vérification indépendante.

Rapports financiers intérimaires

- L'administrateur prépare les relevés mensuels ou trimestriels
- Fournissent des informations mises à jour
- Peut avoir le même format et la même base que le rapport annuel audité
- Ils peuvent être moins détaillés, c'est-à-dire ne porter que sur les revenus et les dépenses, et être établis selon la méthode de la comptabilité de caisse
- Peut inclure des listes de chèques

Rapport sur les dépenses de fonctionnement / budget

- Permet de rendre compte de manière cohérente des dépenses d'opération seulement, d'une année à l'autre
- Permet de mesurer les dépenses réelles par rapport au budget et de déterminer comment les différences sont apparues
- Vous pouvez déterminer si les augmentations de dépenses d'une année sur l'autre sont raisonnables
 - Facilite l'identification des tendances en matière de dépenses
 - Facilite le contrôle des coûts des conseillers professionnels
- **Permet d'établir un budget pour les dépenses des années à venir**

Ce que nous avons appris

- Rapports financiers et budget
- Sources et utilisation des revenus
- Principaux rapports financiers
- Rôle de l'auditeur

Testez vos connaissances

Pour les régimes multi-employeurs qualifiés, un audit annuel doit être préparé par :

- A. Les administrateurs
- B. Un auditeur indépendant certifié
- C. L'administrateur

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants concernant l'exigence d'états financiers audités pour un régime multi-employeurs est correct ?

- A. Un audit doit être réalisé chaque année par un auditeur certifié indépendant
- B. Un audit doit être réalisé tous les deux ans par un auditeur indépendant certifié
- C. Un audit doit être réalisé tous les trois ans par un auditeur indépendant certifié

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants concernant la lettre d'opinion fournie dans les états financiers audités est correct ?

- A. Il ne s'agit pas d'une section importante du rapport d'audit
- B. Une lettre sans réserve signifie que l'auditeur n'a pas trouvé de questions ou de problèmes préoccupants
- C. Les administrateurs n'ont pas l'obligation d'enquêter sur les problèmes identifiés dans une lettre d'opinion avec réserve

Testez vos connaissances

Lequel des énoncés suivants concernant les états financiers vérifiés est correct ?

- A. Ils fournissent les mêmes informations que celles fournies dans une évaluation actuarielle
- B. Il s'agit d'une « photo » de la situation de la caisse de retraite à un moment donné, généralement le 31 décembre pour les caisses de retraite
- C. Ils fournissent toutes les informations nécessaires pour évaluer l'adéquation des prestations

**Vos commentaires sont importants.
Veuillez scanner le code QR.**



Évaluation de la session



Note to Participants Regarding Readings

Strategic planning, policy setting (benefits policy, funding policy, investment policy, etc.), risk management, plan management (plan design, funding and administration) as well as oversight and compliance functions are critical to effective management of trusts.

This module examines some of the basic funding, investment, and financial concepts and principles that help Trustees in carrying out these functions. The basic principles can be drawn upon when evaluating any proposal to change benefits levels, eligibility rules, contribution levels or investment guidelines.

Please note that while these readings focus on pension and health and welfare plans, generally, the principles and practices apply to any type of trust or plan. Participants are encouraged to understand the basic concepts and how they apply to their specific trusts and plans, whether health and welfare, pension or other.

THE READINGS FOR THIS MODULE INCLUDE:

Readings 3B through 3E for this module draw on excerpts from *Multiemployer Plans: A Guide for New Trustees*, Third Edition, Joseph A. Brislin, Chapters 2, 3, 4 and 6.

- 3A Summary of Pension Plan Design Terms
- 3B Pension Benefits Acts (Excerpts)
- 3C Funding Pension Plans
- 3D Investment Management
- 3E Audited Financial Statements
- 3F Sample Wording of an Independent Auditor's Report—Cover Letter

Summary of Pension Plan Design Terms

Defined Benefit (DB) Plan: A DB plan is an employee retirement plan established and maintained by an employer that uses a pre-determined formula to calculate the amount of an employee's retirement benefit. Factors such as earnings and years of service are part of the formula. Employer (and sometimes employee) contributions to DB plans are determined actuarially. No individual accounts are maintained.

Defined Contribution (DC) Plan: A DC plan is a retirement savings vehicle that defines contribution amounts to be made by an employer, and possibly employees, but does not specify the retirement benefit formula. Accumulated contributions and interest are held in individual accounts. The value in a member's account upon his or her retirement, determines the benefit amount that can be provided or purchased as an annuity. This is also known as a money purchase plan.

Jointly Sponsored (JS) Plan: A JS plan is a special type of DB pension plan that is governed by both the employees and employers. Costs for the plan (including surpluses and deficits) are shared by both plan members and their employer(s). Contributions are always made by both members and employers. If a JS plan becomes underfunded, members and employers are jointly responsible for making any required additional contributions to deal with the shortage of funds. Accrued benefits cannot be reduced, except possibly in the event that the pension plan terminates.

Target Benefit (TB) Plan: A TB plan is similar to a DB plan in that there is a pooling of funds. Employer contributions are based on the amount needed to accumulate sufficient funds (at an assumed interest rate) to pay a projected future benefit—the target benefit—to members upon retirement. Unlike a DB plan, a TB plan does not guarantee the benefit amount to be paid. The obligation of the plan is only to pay whatever benefit can be provided given plan funding levels. Depending on the financial status of the plan and plan policies, actions can be taken to:

- Increase or decrease contributions
- Decrease benefits for all members
- Grant indexing for all members
- Expand other base or ancillary enhancements.

While the potential for such actions introduces a degree of uncertainty for plan members, it is not near the level of uncertainty that exists in a DC plan, and it provides a steady stream of income like a DB plan. Because members share the risks associated with the plan through possible reductions of their benefits, TB plans are sometimes referred to as shared-risk plans.

Target Date Fund: A target date fund is a type of investment fund becoming increasingly popular in DC plans. It is a hybrid pooled or mutual fund investing in a mix of assets (i.e., stocks, bonds and cash) that is automatically reset as a specific date (usually a retirement date) approaches. Over time, the mix typically becomes less risky so that plan members have more stable values and returns when they are ready to begin withdrawals. While proponents cite the convenience of using these funds to put retirement investing on autopilot, critics are wary of the one-size-fits-all approach and express concern as to whether the risk associated with the mix of assets is appropriate. Target date funds are also known as target retirement date funds and age-based funds.

PLAN FUNDING¹

Plan Funding

The formula to fund a multi-employer health and welfare plan is very simple: Income must equal or exceed the cost of benefits and administration.

Income

A multi-employer health and welfare plan generally obtains income from these sources:

- Contributions that employers are obligated to make under the terms of a collective bargaining agreement
- If a plan permits participation of *nonunit employees* (persons not covered by the collective bargaining agreement), the contributions that employers must make under the terms of the trust's participation agreement
- Self-payments from nonworking participants such as retirees, out-of-work employees, disabled employees and spouses of deceased employees
- Income from investment of plan reserves
- An experience refund from an insurance carrier if benefits are insured and the plan is experience rated
- Self-payments from active participants.

The trust document and participation agreement establish when payments must be made to a plan. For example, employer payments based on the time an employee has worked in January might have to be paid by the tenth of February. The benefit plan text may set forth when participants must make self-payments. If a participant wants coverage in March, the benefit plan text might require payment be made to the administrator on or before March 1.

If an employer does not make contributions on time, the employer is delinquent and the Trustees have the duty to collect. If a participant does not make a timely self-payment, the participant's coverage can be terminated after the participant is given a grace period (normally 30 days) to make the payment.

Expenses

Employer contributions and employee self-payments are usually deposited into a plan account. The funds in the account are used to pay for the following expenses:

- Benefits for the participants (which may come from the premiums paid to an insurance carrier)
- Administration costs of the plan
- Legitimate Trustee expenses.

¹ Excerpted from *Multi-Employer Plans: A Guide for New Trustees*, Third Edition, Joseph A. Brislin, Chapter 2, Health and Welfare Plans, © 2014 International Foundation of Employee Benefit Plans Inc. All rights reserved.

Reserves

At the end of the month, if income exceeds expenses, a plan has a surplus that is placed in the trust reserve account. *Restricted reserves* are maintained to pay a plan's known liabilities. *Unrestricted reserves* are normally maintained to provide stability for emergency situations or an economic downturn. For example, if a plan does not have enough income in January to pay January expenses, Trustees can withdraw an amount from the unrestricted reserve fund to cover the shortfall.

Trustees must establish a policy on maintaining restricted and unrestricted reserve accounts, and how these reserves will be invested. The prudent amount to retain in health and welfare unrestricted reserves is a balance between the Trustees' obligation to act in the best interests of participants for both the short and long terms. Maintaining too high a reserve deprives participants of short-term benefits. Maintaining too low a reserve deprives participants of long-term benefit stability. A Trustee must understand the employment and market trends in the industry and the inflation factor for benefit costs to make a knowledgeable decision on reserves.

Plan Financing

The terms funding and financing are often used interchangeably; however, there is a distinction. Funding is about getting the money and financing is about who will have financial responsibility for payment of benefit claims under the plan.

There are two main financing approaches:

1. Financing directly (paying benefit claims and administration expenses directly from plan funds). Financing directly from the plan is sometimes referred to as self-insurance.
2. Financing via insurance (using the funds in the plan to pay premiums to purchase insurance).

The major difference between a plan that finances directly (self-insured) and a fully insured arrangement is that a self-insured plan bears the risk of claim and administrative costs exceeding contributions collected and investment income earned. In a fully insured plan, the insurance carrier, not the plan, bears this risk.

Depending on several factors, including the size of the plan and the types of benefits offered, a multi-employer plan may have a combination of fully insured and self-insured arrangements. A plan might fully insure death benefits such as AD&D, but self-insure prescription drug benefits. A benefits consultant can advise Trustees on the advantages and disadvantages of self-insured versus fully insured plans.

The Role of Professionals

Health and welfare plans depend on two categories of professionals with very different functions.

Insurance carrier or underwriter. An insurance company may function as the insurance carrier or underwriter, providing life, disability and medical insurance coverages. Health and welfare plan Trustees enter into a contract with the carrier to provide a schedule of benefits for a fixed monthly premium.

The premium that a plan pays to an insurance carrier is usually a set dollar amount per month per eligible participant regardless of the participant's marital or dependent status (e.g., \$900 per month per active participant). However, some insurance contracts break out the premium separately for each employee, spouse and dependent (e.g., participant \$450, spouse \$350, child \$100).

Consultant. Health and welfare plan Trustees receive advice from plan administrators, insurance consultants and brokers on types and levels of benefits, underwriting, plan costs and premium rates. A consultant can be for medical, dental, vision, prescription drug, life or disability insurance. A consultant can provide information on projected costs and income so that Trustees can make future funding decisions. For example, if medical claims increase by 10% each year and the current premium is \$750, Trustees will need \$998.25 to fund the same benefit design in three years. Trustees often delegate the responsibility for negotiating the contract with an insurance carrier to an insurance consultant or broker.

The consultant should periodically review and audit health and welfare claims submitted by participants to advise Trustees how benefits are being utilized and if claims are being paid in a timely manner. Trustees want to ensure that participants are actually receiving the correct benefits. Trustees also want to avoid billing errors, paying for services not provided, paying for services not in the contract and being double-billed. Often a consultant claims review or claims audit is coordinated with the plan administrator, auditor and insurance carrier.

FUNDING PENSION PLANS¹

Defined Benefit Plans

A *defined benefit (DB)* pension plan is one type of multi-employer pension plan. Some multi-employer plans have a defined contribution (DC) plan that may supplement or replace a DB plan.

Contributions to a defined benefit plan are pooled to provide benefits for all participants who meet the vesting and eligibility requirements. Once an employer contributes \$2 for an hour worked by Sue, the \$2 is no longer associated with Sue. A defined benefit pension plan specifies the benefit Sue will receive at retirement. The benefit is normally in the form of an annuity, paid during the lifetime of the participant and spouse. If Sue's plan pays \$50 per benefit credit and she has 20 benefit credits, her pension at normal retirement age will be \$1,000 (\$50 x 20 credits) per month during her lifetime.

The collective bargaining agreement and the trust participation agreement specify the contributions an employer must make on behalf of each employee working in covered employment. Trustees are responsible for managing the contributions and investment earnings to finance participants' future retirement benefits. Contributions must be prudently invested so both the contributions and investment earnings are available to pay the pension benefit promised each participant.

Funding a Defined Benefit Plan

A plan's actuary is responsible for performing the calculations that determine how a DB plan will be funded. Trustees should understand the basic principles of funding a DB pension plan and draw on them when evaluating proposed changes to eligibility rules, benefit levels, contribution levels and investment guidelines. The following very simple example explains the basic principles of funding a DB plan. Vesting and other plan rules are not part of this example.

Assume Trustees have established a pension plan objective to pay a \$10 lump-sum benefit to participants who have ten years of service. Disregarding investment income, the Trustees could fund Jane's \$10 lump-sum pension benefit several ways:

- Deposit \$10 during Jane's first year of employment to be sure the \$10 benefit can be paid at the end of year ten. The problem with this method is that while Jane's pension is fully funded, she may not work the full ten years to earn it.
- Ignore the first nine years of Jane's employment and deposit the \$10 in the tenth year. The problem with this method is the risk of owing Jane a \$10 pension but not being able to collect the \$10 from the employer in the tenth year of employment.
- Deposit \$1 during each year of Jane's ten years of employment.

The typical multi-employer defined benefit pension plan receives employer contributions periodically, and the plan earns investment income on these contributions. Table 3-I shows how

¹ Excerpted from *Multi-Employer Plans: A Guide for New Trustees*, Third Edition, Joseph A. Brislin, Chapter 3, Pension Plans, © 2014 International Foundation of Employee Benefit Plans Inc. All rights reserved.

variable contribution amounts made at the beginning of each year for ten years with 7% compounded investment earnings will yield a \$10 lump-sum benefit for Jane.

The first year contribution is only \$.59 because the \$.59 contribution has ten years to earn 7% compounded investment earnings. The \$.59 contribution plus \$.41 investment earnings equal the \$1 necessary to fund Jane's pension. In year ten, however, the contribution must be \$.93 because there is only one year of 7% investment earnings to obtain the necessary \$1. The \$.93 contribution plus \$.07 investment earnings equal the \$1.

A multi-employer pension plan normally requires an employer to make a regular fixed contribution rather than a variable contribution. In Table 3-II, the actuary has calculated the trust fund can achieve its \$10 lump-sum pension for Jane by having Jane's employer make an annual contribution of \$.68 combined with an investment return of 7%.

Table 3-I

Funding Based on Variable Contributions

(Contributions Made at the Beginning of the Year and Interest Income at 7%)

Year	Contribution	Interest Over Ten Years	Account Balance
1	\$.59	\$.41	\$ 1.00
2	.61	.39	1.00
3	.64	.36	1.00
4	.67	.33	1.00
5	.71	.29	1.00
6	.75	.25	1.00
7	.78	.22	1.00
8	.83	.17	1.00
9	.88	.12	1.00
10	.93	.07	1.00
Total	10	\$7.39	\$2.61
			\$10.00

Table 3-II**Funding Based on Fixed Contributions**

(Contributions Made at the Beginning of the Year at 7% Interest)

Year	Contribution	Interest Earned	
		Each Year	Account Balance
1	\$.68	\$.05	\$.73
2	.68	.10	1.51
3	.68	.15	2.34
4	.68	.21	3.23
5	.68	.27	4.18
6	.68	.34	5.20
7	.68	.41	6.29
8	.68	.49	7.46
9	.68	.57	8.71
10	.68	.65	10.04
Total	10	\$6.80	\$3.24
			\$10.04

The actuarial funding principles shown in Tables 3-I and 3-II can be taken another step to illustrate how a defined benefit pension plan is funded. Let's assume Jane will live exactly ten years after retirement, and the Trustees want to pay the \$10 benefit to Jane as an annuity of \$1 each year, rather than as a lump sum. Now, the Trustees have a total of 20 years (ten years working and ten years of retirement) to fund Jane's \$10 pension benefit. This scenario introduces new actuarial principles into the equation:

- A ten-year contribution factor
- A 7% investment factor
- An annuity payment of \$1 per year
- A ten-year mortality factor (Jane will live ten years after retirement).

Table 3-III shows how the Trustees are relying on 20 years of investment income but only ten years of contributions to pay Jane's ten-year retirement pension. By averaging contributions over ten years and 7% compounded investment earnings over 20 years, the trust can fund Jane's \$1 per year for a ten-year annuity benefit with an average employer contribution of \$.51 per year. This is substantially less than the \$.68 necessary for the \$10 lump-sum pension shown in Table 3-II.

Table 3-III**Funding Base on Averaged Contributions**

(Contributions Made at the Beginning of First 10 Years and Interest income of the 7% for 20 Years)

Year	Employer Contribution (Jan. 1)	Interest Earned Each Year	Payment During Year (Jan. 1)	Year-End Balance
1	\$0.51	\$0.04	\$0.00	\$0.55
2	0.51	0.07	0.00	1.13
3	0.51	0.11	0.00	1.75
4	0.51	0.16	0.00	2.42
5	0.51	0.21	0.00	3.14
6	0.51	0.26	0.00	3.91
7	0.51	0.31	0.00	4.73
8	0.51	0.37	0.00	5.61
9	0.51	0.43	0.00	6.55
10	0.51	0.49	0.00	7.55
11	0.00	0.46	1.00	7.01
12	0.00	0.42	1.00	6.43
13	0.00	0.38	1.00	5.81
14	0.00	0.34	1.00	5.15
15	0.00	0.29	1.00	4.44
16	0.00	0.24	1.00	3.68
17	0.00	0.19	1.00	2.87
18	0.00	0.13	1.00	2.00
19	0.00	0.07	1.00	1.07
20	0.00	0.00	1.00	.07
Total	\$5.10	\$4.97	\$10.00	

A new Trustee should recognize the importance of investment income in providing a pension for Jane. Nearly one-half of Jane's \$1 per year pension annuity illustrated in Table 3-III was funded by investment income.

These very simple examples illustrate the basics of funding a DB plan that has only one participant: Jane. A multi-employer pension plan, however, has many participants. A multi-employer DB plan does not identify contributions or investment earnings by each individual participant. The plan pools contributions and investment earnings to fund the benefit for all participants. The basic funding principles, however, are the same whether the plan is for one or many participants. A plan actuary typically develops the funding for the entire plan by looking at the pieces of funding needed for each participant and then adds up the pieces. The factors the actuary will consider are:

- The age and gender of participants
- The average years of service or number of benefit credits that participants will earn before retiring. The previous example used ten years.
- The total annual income the trust will receive from employer contributions
- The number of non-vested participants who will forfeit their rights under the plan. The forfeited contributions and investment income are kept in the pool and fund benefits for vested participants.
- The age that participants retire
- An estimate of the number of participants who will take disability or early retirement each year. Also, the number of participants who will work beyond normal retirement age.
- The average life span of retirees, known as the *mortality rate*. Ten years was used in the example.
- The average age of participant spouses and how long they will live beyond the retiree
- The contributions the employer will make each year based on the average hours the average participant works. In the example, \$.51 per year was used.
- An assumption of the investment earnings. For Jane's plan, 7% was used.
- The annual administration expenses.

The actuary develops statistical data on all of the factors listed above and applies basic actuarial principles of funding. Over time, plan demographics and characteristics change. If retirees in a plan are living longer, the actuary must make a funding adjustment.

The Role of the Actuary in Defined Benefit Plans

The actuary is responsible for gathering data and making calculations that determine DB pension plan funding. The actuary works with the pension policy and objectives established by Trustees, the contribution level provided in the collective bargaining agreement, the statistical data on participants and the funding standards required by law. An actuary has a legal duty to "use his or her best judgment" in making assumptions and calculations concerning plan funding.

A pension plan has a long-term horizon. If Sue is aged 20, plan Trustees must manage contributions for 45 years to provide Sue with a pension benefit when she reaches the age of 65. Some actuarial questions about Sue are: What investment income will the contributions earn? How many years will Sue work in the industry? Will Sue become disabled? Will she retire before the age of 65 or continue to work after aged 65? When she retires, how long will she live? Will Sue have a spouse at retirement and, if so, how long will the spouse live?

No one really knows the answers to these questions about Sue as an individual. With many participants in a multi-employer pension plan, however, the actuary can calculate averages among the participant population based on historical data. For example, the actuary might determine the average participant in a plan is 35 years old and works 8.9 years in the industry. In addition, 8% of participants take disability retirement, 64% take early retirement, 21% retire at 65 and 7% work beyond the age of 65. Eighty-two percent of the participants have spouses when they retire. The average retiree lives to the age of 76.9 years, and the average retiree spouse lives to the age of 79.1 years.

The actuary must make assumptions about investment income as well. The actuary cannot predict how stock and bond markets rise and fall daily. With the advice of plan investment managers, however, the actuary can predict what average investment returns can be reasonably expected over a five- or ten-year period.

The following are typical assumptions an actuary makes when determining the funding of a defined benefit pension plan:

- The number of plan participants
- The age and gender of participants
- The marital status of participants
- The expected error on participant and spousal birth dates, and marital status (e.g., the participant fails to notify the plan about a new spouse, or lists his or her birthday incorrectly on the enrollment card)
- The average units of service or credits each participant will earn
- How many participants will not become vested and will forfeit their pension rights
- The number of inactive, non-vested participants who will return to the industry before they forfeit their rights under the plan
- How many participants will take the different forms of retirement (e.g., disability, early and normal)
- The average age of participants at retirement
- The life expectancy (*mortality rate*) of retirees and spouses
- The investment return on assets
- Plan administrative expenses.

The actuary uses these assumptions to develop and submit an actuarial valuation for plan Trustees. The actuarial valuation is a snapshot look at the plan's funding status—normally on the last day of the plan's fiscal year. The actuary places a value on all of the liabilities owed to participants and compares these liabilities to the market value of trust assets. The actuarial valuation permits Trustees to see once a year whether current funding is meeting retirement benefit liabilities and what the plan will have one, five, ten, 20 and 40 years in the future.

Trustees have a responsibility to inform the plan actuary of pension policy and objectives, and to provide other information that will affect actuarial assumptions. If either the labour or the management Trustees have information on the foreseeable economics of the industry or projected employment levels, they should share this with the actuary. When an economic downturn is foreseeable and downsizing in an industry labour agreement will be by seniority, the actuary must assume the total amount of employer contributions will decrease. There will also be an increase in the average participant's age and service because a larger proportion of younger workers will be laid off. A serious economic downturn may also lead to an increase in the number of early and disability retirements. All of this information is very important to the actuary and will affect plan funding.

Defined Contribution Plans

Many multi-employer pension trusts may offer a *defined contribution (DC)* plan as a supplement or replacement to a primary defined benefit plan. A DC pension plan does not guarantee a specific retirement benefit for a retiree. The contributions made on behalf of each employee are placed in an individual account. The investment earnings on contributions are credited to each employee's individual account.

Assume an employer contributes \$1 per hour under a collective bargaining agreement. During the year, Mary works 2,000 hours, Pete works 1,000 hours and investment earnings are 10%. After one year, Mary has \$2,200 (2,000 hours x \$1 per hour plus 10% earnings) in her account while Pete has \$1,100 (1,000 hours x \$1 per hour plus 10% earnings). When Mary retires, she will receive a lump sum of \$2,200 and Pete will receive a lump sum of \$1,100. Added to these lump sums are any additional contributions and investment earnings up to the date each employee retires.

The funding principles of a DC plan are very simple: "What you see is what you get." Mary sees \$2,200 in her individual account, and \$2,200 is her current benefit. There is no need for an actuary. The only funding issue is the payment of administrative expenses. Trustees normally use forfeitures of non-vested terminated participants to cover these costs. If the administrative expenses are greater, each plan participant pays a pro-rata share of the costs from his or her individual account. If forfeitures exceed expenses, the excess money is distributed to participants' accounts on a pro-rata basis.

INVESTMENT MANAGEMENT¹

Investment of plan assets is a Trustee responsibility that is critical to the financial success of multi-employer benefit plans. The effect that investment return has on the value of benefits for plan participants is illustrated in the following two examples.

Pension Example. Mary has worked in the same industry for 25 years. In each of these years, Mary's employer contributed \$1 per hour to a multi-employer pension plan for 1,500 hours worked. This means her employer has contributed a total of \$37,500 (\$1 per hour x 1,500 hours x 25 years) on her behalf. Mary is now 65 years old and wants to retire. Table 4-I shows the current value of the \$37,500 and the monthly pension annuity that the plan can provide Mary with different investment returns.

As this example illustrates, over two-thirds of the value of Mary's pension depends on investment returns. A small variation in returns during an employee's career can substantially influence the amount of benefits that a retirement plan can provide.

Table 4-I

Monthly Annuity Based on Investment Return

	Investment Return		
	6%	8%	10%
Value of the \$37,500 invested for 25 years	\$87,235	\$118,432	\$162,273
Monthly pension annuity benefit ¹	\$ 844	\$ 1,146	\$ 1,571

¹Based on a single life annuity using standard mortality tables.

Health and Welfare Example. Assume the following:

- A health and welfare plan has \$25 million in reserve. The average participant works 150 hours per month.
- Trustees project the plan will receive a total of five million hours of contributions per year.
- The vision premium is \$7.50 per month per active participant.

An investment return of 5% on the \$25 million is \$1,250,000 (.05 x \$25 million) per year. The \$1,250,000 is worth \$.25 (\$1,250,000 / five million hours) per hour of contribution. The \$.25 per hour is worth \$37.50 (\$.25 per hour x 150 hours) per participant per month. If Trustees can increase the return to 7%, the additional 2% produces an added \$500,000 per year. This equates to a \$.10 per hour contribution or \$15 per active participant per month.

¹ Excerpted from *Multi-Employer Plans: A Guide for New Trustees*, Third Edition, Joseph A. Brislin, Chapter 4, Investment Management, © 2014 International Foundation of Employee Benefit Plans Inc. All rights reserved.

The additional \$15 per active participant per month is equal to twice the cost of a vision premium. The extra \$15 could also be used to increase benefits, offset self-payments for nonworking employees or retirees, or be retained in the plan reserve to stabilize the benefits during unfavorable economic times. In summary, an additional investment return on health and welfare reserves can provide a variety of enhanced benefits for participants.

Trustee Responsibility

Prudent investment of plan assets is a fiduciary responsibility for plan Trustees. Because very few multi-employer plan Trustees possess the necessary skills and expertise in investment management, Trustees delegate this responsibility to a qualified investment manager if specific criteria are met.

Investment Policy and Guidelines

A written investment policy provides guidance in managing trust assets and direction to the investment manager(s). When Trustees establish an investment policy, they must consider:

- Achieving the investment income necessary to meet the funding goals of the plan
- Protecting trust assets from risk of loss
- Providing for the growth of plan assets.

Not all multi-employer plans have the same purpose or tolerance for risk. A pension plan in a growing industry with a young workforce has different cash flow, liquidity and risk considerations than a plan in a declining industry with an older workforce. In addition, Trustees have very different investment objectives for pension plan assets than health and welfare reserves.

Plan professionals can assist Trustees in focusing on a plan's purpose and identifying the acceptable range for risk. Their counsel permits Trustees to develop an investment policy and identify the types of investments that fit within the policy. When developing or evaluating an investment policy, consider the following:

- What type of plan is it? What is the plan's purpose and what are the benefit objectives?
- What risk of loss can the plan tolerate? For example, a health and welfare plan in a cyclical industry that needs liquidity and cash flow has a low risk tolerance. A pension plan in a growing industry with a young workforce has a higher tolerance for risk.
- How many participants are in the plan?
- Who are the plan participants? What is the average age, average years of service and expected future growth or decline in the number of participants? Is the workforce stable or is there frequent turnover?
- What type of industry does the plan serve (e.g., construction, printing, hotel)? What is the economic health, expected future growth and stability of the industry?
- How do plan assets compare to liabilities?
- What are the investment objectives and goals for the plan, and what is the time horizon to achieve these goals? Examples of investment goals for a pension plan might be 2% above

the consumer price index (CPI), 1.5% above the actuarial assumption, 1% above the portfolio's passive benchmark, etc.

- What is the time horizon desired to achieve investment goals (e.g., ten years in a pension plan, or three years in a health and welfare plan)?
- What are the plan's cash flow needs and what are the liquidity requirements of the investment instruments? More specifically, what are the monthly cash requirements to pay benefits and expenses? If the plan needs emergency cash, how soon must an investment instrument be converted to cash?
- What are the actuarial assumptions for a pension plan and reserve requirements for a health and welfare plan?
- Are there any investment quality or other limits that should be imposed upon the investment manager? For example, Trustees might limit the amount of stock in the total portfolio to 50%, with no single stock issue making up more than 5% of the total stock portfolio. Another limitation might be that the investment manager holds no more than 10% of the stocks from any single economic sector (e.g., consumer staples, energy or transportation). Maximum investment limits may also be set for real estate, international equities, small capital stocks, and mortgages and guaranteed investment contracts. The quality of bonds held in the portfolio might be restricted to investment grade bonds.
- Are there any limits to be imposed on or directions given to the investment manager regarding brokerage fees, commissions or trading of securities?
- Who will vote the proxies for securities owned by the trust?
- What measurement criteria and time horizons will be used to evaluate the performance of the investment manager(s)? The policy might state that the goal of stock performance is to exceed the S&P/TSX Index by 1% over a period of three years. In this example, if the S&P/TSX gained 10% over the three previous years, the investment manager must attain 11% or more for the same three-year period to meet the goal. Also, state in the guidelines what will occur if an investment manager does not achieve satisfactory results.

Common Investment Vehicles in a Multi-employer Plan Portfolio

The mix and composition of holdings among different security classes, such as bonds and common stocks, is referred to as a *portfolio*. Some of the common securities included in a portfolio are listed below.

Stocks. A *stock* is essentially a certificate of ownership (contract) between an issuing corporation and an owner that gives the latter an interest in the management of the corporation, the right to participate in profits and, if the corporation is dissolved, a claim upon the assets remaining after all debts have been paid. When you own a share of stock, you own a part of a business. Investment managers often refer to stocks as equities.

Bonds. A *bond* is a loan with interest issued by a corporation, municipality, government, government agency or other entity. Bonds are issued in round dollar amounts such as \$1,000 or \$5,000. They bear a specified interest rate and mature on a stated future date. For example, with a \$1 million Government of Canada Treasury note that matures in five years, the federal government borrows and pays annual interest on the \$1 million to the bondholder. At the end of five years, the bond is redeemed and the \$1 million is returned to the bondholder. The holder of a bond is not an

owner of a company or a stockholder; the *bondholder* is a creditor. Short-term bonds issued for five years or less are often called *notes*.

- Investment managers frequently refer to bonds as *fixed income assets*; however, the value of fixed income instruments rises and falls just like stocks. Let's reconsider Company X, which had issued bonds as well as shares of its stock. Prior to losing its biggest customer, Company X bonds were rated Aaa—this rating indicates investors believed there was a very good chance the company would pay its debt as promised. When the company lost its primary customer and its profit dropped, investors became concerned that Company X might not be able to repay the money it had borrowed via bonds and the interest due on these bonds. The rating of the bonds issued by Company X dropped to Baa and there was a decline in their price.
- A bond's length of maturity also influences the value of a bond. For example, a pension portfolio purchases a ten-year bond that pays 6% interest. Two months later, ten-year bonds are paying 7%. The 6% bond has lost value because buyers can now purchase bonds that provide a 7% return. If the pension plan wants to sell the bond to someone else, the sale price will have to be less than the value stated on the bond certificate to adjust for the higher interest buyers can now get. The reverse is also true. If two months later ten-year bonds pay only 5%, the 6% bond gains value.

Real estate. Equity ownership in land, buildings and improvements are *real estate investments*. An employee benefit fund can directly or indirectly own real estate through participation in commingled accounts, mutual funds, investment trusts or limited partnerships.

Cash equivalents. Short-term investments held in lieu of cash and readily convertible into cash within a short time span (e.g., certificates of deposit (CDs), commercial paper and Treasury bills) are referred to as *cash-equivalent investments*.

Guaranteed investment certificates (GICs). GICs are a Canadian investment that offers a guaranteed rate of return over a fixed period of time. They are most commonly issued by trust companies or banks. The rate of return varies depending on the various factors, such as the length of the term and specified interest rates from the Bank of Canada. The principal amount is not at risk, unless the issuing financial institution defaults. The guarantee for GICs is provided by the Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) up to a maximum of \$100,000 (principal and interest combined), as long as the issuing financial institution is a CDIC member and the original term to maturity is five years or less.

Mortgages. Investors may buy *mortgages* that are contracts between a lender (usually a savings and loan association, bank, etc.) and a property owner. Most mortgages are *amortized*, which means fixed monthly payments of principal and interest pay off the debt within a specified term much like you would pay down a home mortgage. Mortgages range from loans placed on single-family homes, individual condominiums and small apartment buildings to high-risk apartments, office buildings, commercial centres and industrial plants.

Key Principles in Investment Management

Trustees establish a written investment policy and generally delegate the investment responsibility to an investment manager if they prudently select the manager and monitor the results. New Trustees must become familiar with basic investment terminology and principles to understand plan investment policy and to monitor properly the performance of the investment manager.

Return. *Return* is the money gained or lost on an investment. Return may be interest, an increase in the value of the investment or a decrease in the investment's value. Return is typically calculated for a year.

Risk. All investments have some degree of *risk*—the chance that an investment will suffer a permanent loss of capital. Treasury bills normally have a very small amount of risk. Blue-chip common stocks typically have more risk than T-bills, but not as much as small capital stocks.

Many factors may result in an investment not achieving a desired return. For example, *market risk* is the chance that an investment's value will decline as the result of economic forces that affect all assets in a market. Another form of risk that is important to understand is *interest rate risk*—the potential for a change in interest rates that will negatively affect the value of an investment. When interest rates rise, the market value of fixed income contracts (e.g., bonds) declines. Similarly, when interest rates decline, the market value of fixed income contracts increases.

Risk can be evaluated using rating services or indexes. For example, Moody's investment services rates corporate bonds. A bond rated Aaa has less risk of default than a bond rated Baa. The interest rate return, however, on the Aaa-rated bond is normally less than the interest rate return on the Baa-rated bond. Investment consultants and managers also assess risk compared to the potential reward of securities by using historical data.

At first glance, it might seem that risk is a bad thing. However, it is investment risk that leads to investment return. While there is no guarantee, securities with higher risk have the potential for more gain in the long term. The responsibility of plan Trustees and investment advisors is to develop an investment portfolio that minimizes risk while maximizing return.

Asset allocation. In designing an investment portfolio, Trustees select assets according to a plan's time horizon, risk tolerance, investment objectives and policy. Allocation typically involves choosing assets from different asset classes (e.g., cash, stocks, corporate bonds, government securities). The assets in each class have different levels of risk and return and may behave differently over time.

Diversification. The primary method of reducing investment risk is *diversification*—the mixing of a wide variety of assets in a portfolio. Asset allocation as just described is one way a portfolio is diversified. A function of an investment consultant is to advise Trustees how best to diversify a portfolio taking into consideration factors such as asset classes, security issuers, maturity dates, geographic regions, etc. Trustees hope the positive performance of some securities will neutralize the negative performance of others.

Time horizon. For a pension plan, the investment time horizon is long term. The average participant in a pension plan works for many years before receiving his or her first retirement check. If a participant in a pension plan is 38 years old, \$1 contributed today will be invested 27 years to produce a pension benefit starting at the age of 65.

The time horizon for a health and welfare plan is typically shorter and in a range of six months to five years. Contributions in the construction industry are usually greater in the summer months when there is more work. During this high-work period, contributions are accumulated in a reserve and used several months later to offset lower contributions in slow winter months.

As a result, health and welfare reserves for the construction industry have a very short time horizon. A health and welfare plan also has an *incurred but not reported (IBNR)* claims reserve to pay legal liabilities if the plan terminates. Trustees may be able to invest IBNR reserves using a much longer time horizon than the assets used to offset seasonal employment fluctuations.

Volatility. Change in the value (price) of an asset or investment portfolio is referred to as *volatility*. If a value moves up and down rapidly in a short time frame, volatility is high. If the value almost never changes, or changes at a steady pace over time, volatility is low. Higher volatility usually indicates higher risk. The *standard deviation* measures the historical variance in returns on an investment. The higher the standard deviation, the broader the range of price volatility.

Investment Styles and Returns

Investment managers have different styles when choosing securities for a portfolio.

Active manager. An investment manager who frequently buys and sells securities in an effort to exploit short-term investment trends and get above-average returns.

Passive manager. A manager who tries to match the average return and risk of a market or index by attempting to mirror its makeup. Adjustments are longer term and automatic versus the shorter term approach dependent on personal judgment used in active management.

Growth manager. A manager who focuses on stocks of more stable companies that deliver returns via stock price increases (*capital appreciation*). Growth stocks have price/earnings ratios in the top 40% of the stock universe.

Value manager. A common stock manager who focuses on low price/earnings ratios, low book value and current valuation relative to historical levels. The stocks have a price/earnings ratio in the bottom 40% of the stock universe.

Key Investment Professionals

Investment Professionals and Their Roles

Very few multi-employer plan Trustees have either the knowledge or time to make investment allocation decisions and to monitor the performance of investments. As a result, Trustees typically depend on qualified investment consultants and managers.

- **Investment manager.** An *investment manager* manages and invests plan assets according to the objectives and policies of the trust. The investment manager should make at least a quarterly report to Trustees on the status of the assets for which he or she is responsible.
- **Investment consultant.** Most multi-employer plans utilize the services of an *investment consultant* to advise and assist Trustees in establishing investment policies and objectives, evaluating types of investments (e.g., stocks, bonds and real estate), reviewing asset allocation in terms of risk and reward, and selecting and monitoring the performance of investment managers. An investment consultant can provide objective advice to Trustees, because the consultant has neither an investment product to sell nor a stake in performance outcome.

When monitoring an investment manager's performance, the function of the investment consultant is to inform Trustees what happened over a time. The consultant presents Trustees with both the good and bad news, and provides an analysis. The consultant compares the manager's performance to the proper index and investment style.

- **Administrator.** Most multi-employer plans utilize an administrator to receive employer contributions and deposit the money into a plan account for payment of benefits and plan expenses. When a plan has excess contributions, the administrator allocates these contributions to the investment manager(s) according to plan investment policy. When expenses exceed contributions, the administrator must receive investment income from the investment manager(s) to meet plan financial obligations. The administrator must hold all plan assets in interest-bearing accounts. The administrator may also hold trust securities and make the electronic deliveries for trades as directed by the investment manager.
- **Custodian.** In some cases, the administrator will forward funds to a custodian who will then do the allocation to the investment manager(s) according to the plan investment policy.
- **Auditor.** The auditor issues an independent opinion on the plan's financial statements.

AUDITED FINANCIAL STATEMENTS¹

Under the law, a qualified multi-employer plan must have an annual audit performed by an independent certified auditor. The auditor must follow standards and procedures established by the Canadian Institute of Chartered Accountants (CICA). The audited financial statements give Trustees a snapshot view of the plan on the last day of the plan fiscal year. The audited financial statements should provide the Trustees with the following information:

- What is a general description of the plan?
- Did the plan grow or shrink during the year?
- Were there any plan amendments during the year?
- How much was paid for benefits?
- What liabilities or benefit obligations does the plan have?
- What is the most recent actuarial information?
- Does the plan have any material lease commitments, other commitments or contingent liabilities?
- What does it cost to administer the plan?
- How much does it cost to manage plan investments?
- What has been spent for property and equipment (e.g., computers, furniture)?
- How much cash is on hand?
- Are employer contributions current? How much is delinquent?
- Are collections of investment income current?
- What significant accounting policies are followed?
- What is the tax status of the plan?
- Were there any transactions with persons known to be parties in interest?
- What are the priorities in the event of plan termination?

The audited financial statements give Trustees insight into administrative procedures that may need attention as well as items to discuss with other professionals. For example, a decline in the total amount of contributions may indicate a discussion with the actuary is needed on how the decline will affect pension funding. Delinquencies and the status of their collection should be reviewed with the legal counsel and administrator.

The sections that follow discuss the important parts of the audited financial statements, provide examples of what audited financial statements look like and suggest issues to consider when examining these statements.

Table of Contents

The table of contents directs Trustees to the information included in the financial statement package.

¹ Excerpted from *Multi-Employer Plans: A Guide for New Trustees*, Third Edition, Joseph A. Brislin, Chapter 6, The Financial Report, © 2014 International Foundation of Employee Benefit Plans Inc. All rights reserved.

Report of Independent Auditors

The auditor's responsibility is to express an opinion on the financial statements prepared by the plan. Thus, the report of the independent auditor is the only page of the financial statement package that actually belongs to the auditor.

Key to this report is understanding what type of opinion the auditor has given. Look for "present fairly" in the last paragraph of the report. If these two words appear without qualification, the auditor has given an *unqualified opinion* on the financial statements.

What other types of opinion might an auditor render on a plan's financial statements?

- A *qualified opinion* states that the financial statements "present fairly except for." The auditor then provides an explanation for the qualification; for example, perhaps payroll audits were not performed on contributing employers, which made it impossible for the auditor to verify plan contributions made in full.
- Another type of opinion is a *disclaimer of opinion*—the auditor is unable to give an opinion. This would be the situation if plan records had been destroyed and the auditor could not perform the audit.
The last type of opinion is an *adverse opinion*. The auditor declares the financial statements are not fairly presented. This might happen if plan Trustees used unacceptable accounting practices in the financial statements.

Financial Statement for a Health and Welfare Plan

For a health and welfare plan, additions to plan assets less deductions to plan assets equals additions to net assets available for benefits. Audited financial statements have three components that provide plan Trustees with information needed to assess whether this has been accomplished:

- Statement of net assets available for benefits
- Statement of changes in net assets available for benefits
- Notes to the financial statement.

The *statement of net assets available for benefits* is a year-end snapshot of a plan's total assets and liabilities. It compares plan assets, liabilities and net assets available for benefits for the most recent year to the previous year. Exhibit 6-A below is an example of this statement for a health and welfare plan. Of interest to plan Trustees would be these specific items in the example:

- In the previous year, all investments were in short-term funds. Investments for the current year include Government and corporate bonds. Ask whether the investment policy of the plan has changed.
- Employer contributions receivable have dropped from over \$5 million to less than \$1.5 million. Ask the plan administrator why this decline occurred.

Widget Workers' Multi-employer Health and Welfare Plan

Statement of Net Assets Available for Benefits

December 31, 20X2 and 20X1

	20X2	20X1
Assets		
Investments—at fair value		
Government and government agency obligations	\$ 8,719,759	\$ —
Corporate bonds	9,440,512	—
Short-term investment funds	<u>7,701,076</u>	<u>21,737,811</u>
	<u>25,861,347</u>	<u>21,737,811</u>
Receivables		
Employer contributions	1,429,273	5,202,386
Prescription rebates	154,673	211,697
Accrued interest	249,174	84,479
Other	<u>100,874</u>	<u>242,735</u>
	<u>1,933,994</u>	<u>5,741,297</u>
Cash	<u>32,262</u>	<u>24,342</u>
Total Assets	27,827,603	27,503,450
Liabilities		
Accounts payable	<u>236,876</u>	<u>267,588</u>
Net Assets Available for Benefits	<u>\$27,590,727</u>	<u>\$27,235,862</u>

Exhibit 6-B below is a sample *statement of changes in net assets available for health and welfare benefits*. This report shows where the same hypothetical plan obtained its income and what its costs were. Questions to ask regarding this statement are:

- Why did employer contributions decline from \$49.58 million to \$44.05 million?
- Why did the contract administrator's fee increase?
- Why did actuary fees decrease by more than half?
- What is the reason for the substantial decline in the expense for postage, printing and supplies?

The auditor's *notes* typically contain:

- A description of the plan
- A summary of significant accounting policies
- A statement concerning risks and uncertainties
- A description of how plan assets are invested
- A description of any changes made to the plan documents
- A statement on plan termination language in the trust document and what happens to assets upon termination
- A note on the benefit obligations of the plan
- The tax status of the plan.

Some notes may be unique or require special explanation. For example, there might be a note that states the plan is required to pay state insurance premium taxes, the plan has a long-term lease arrangement or there is an allowance for doubtful accounts as part of income receivables. Trustees should read the notes to ensure they fully understand the financial statements. Notes also provide a brief, but helpful overview of key points concerning the plan.

Widget Workers' Multi-employer Health and Welfare Plan
Statement of Changes in Net Assets Available for Benefits
For the Years Ended December 31, 20X2 and 20X1

	20X2	20X1
Additions to Plan Assets Attributed to		
Contributions		
Employers	\$44,055,336	\$49,587,651
Participants	<u>1,118,337</u>	<u>1,194,489</u>
	<u>45,173,673</u>	<u>50,782,140</u>
Investment income		
Appreciation in fair value of investments	604,688	—
Interest income	950,603	963,633
Investment expenses	(28,484)	(3,475)
Other income	<u>1,351</u>	<u>11,289</u>
	<u>1,528,158</u>	<u>971,447</u>
Total Additions	<u>46,701,831</u>	<u>51,753,587</u>
Deductions From Plan Assets Attributed to		
Benefits	<u>42,873,462</u>	<u>42,866,423</u>
Claims administration fees	<u>2,162,776</u>	<u>2,043,323</u>
Administrative expenses		
Contract administrator fees	867,611	773,126
Legal fees	198,629	207,334
Conference and meeting expenses	7,615	6,021
Audit fees	42,268	37,855
Payroll audit fees	10,741	4,074
Hospital audits	11,830	16,550
Actuary fees	25,000	56,376
Postage, printing and supplies	76,439	131,983
Bonding and insurance	26,313	24,020
Telephone	9,614	14,393
Miscellaneous	<u>34,668</u>	<u>7,710</u>
	<u>1,310,728</u>	<u>1,279,442</u>
Total Deductions	<u>46,346,966</u>	<u>46,189,188</u>
Net Increase	354,865	5,564,399
Net Assets Available for Benefits at		
Beginning of Year	<u>27,235,862</u>	<u>21,671,463</u>
Net Assets Available for Benefits at		
End of Year	<u>\$27,590,727</u>	<u>\$27,235,862</u>

Financial Statement for a Defined Pension Plan

Each year, the plan actuary projects the multi-employer pension plans liability to provide future benefits. If Jack is aged 40 and has 20 years of credit in the pension plan, the actuary would predict how much the plan must have in 25 years to pay Jack's pension benefits when he retires at the age of 65.

The financial statements show Trustees what the market value of plan assets are at the end of the two most recent plan years, how the assets were invested (e.g., stocks, bonds), and what plan income and expenses were. By comparing the figures in the financial statements with those in the actuary's report, Trustees can determine whether plan assets are on target to meet future liabilities.

Exhibit 6-C below is an example of a *statement of net assets available for a pension benefit plan*. A review of this statement reveals:

- Plan funds are invested in nine different asset types. Ask the investment manager whether these investments are in accordance with the plan's investment guidelines including the allocation percentages set for each type of asset.
- A new investment is a pooled separate account. Ask the investment manager to explain this investment.

Widget Workers' Multi-employer Pension Plan
Statement of Net Assets Available for Benefits
December 31, 20X2 and 20X1

	20X2	20X1
Assets		
Investments—at fair value		
Government and government agency obligations	\$ 7,382,785	\$ 8,028,176
Corporate bonds	7,653,043	6,227,712
Foreign securities	505,511	512,000
Common stocks	21,315,679	21,605,221
Common/collective trusts	24,517,601	23,421,880
Mutual funds	9,080,679	9,035,172
Hedge funds	8,897,762	7,201,727
Pooled separate account	4,438,920	—
Short-term investment funds	<u>1,083,158</u>	<u>1,244,911</u>
	<u>84,875,138</u>	<u>77,276,799</u>
Receivables		
Employer contributions	545,698	563,312
Interest and dividends	122,390	125,333
Due from broker for investments sold	1,107,728	987,214
Other	<u>71,725</u>	<u>—</u>
	<u>1,847,541</u>	<u>1,675,859</u>
Cash	<u>361,593</u>	<u>229,198</u>
Total Assets	<u>87,084,272</u>	<u>79,181,856</u>
Liabilities		
Accounts payable	134,231	120,020
Due to broker for investments purchased	<u>894,313</u>	<u>311,364</u>
Total Liabilities	<u>1,028,544</u>	<u>431,384</u>
Net Assets Available for Benefits	<u>\$86,055,728</u>	<u>\$78,750,472</u>

A sample *statement of change in net assets available for plan benefits* is presented as Exhibit 6-D below. A review of this report shows:

- Net appreciation in fair value of investments declined from \$7.4 million last year to \$6.7 million this year. Ask whether this makes sense based on what has happened in the investment markets the past two years.
- Benefits paid increased by almost 25%. Ask why this occurred and what future benefit payment increases are projected.
- There were large increases in several administrative expense categories in the past year. Ask the plan administrator to explain why these occurred.

Legal expenses are unchanged. This suggests the legal counsel may only be used for routine matters. If this is true, consider whether the retainer may be too high. The auditor's *notes* provide:

- A description of the plan
 - Type of plan
 - Vesting
 - Pension benefits
- A summary of accounting policies
 - How investment evaluation is made
 - How income is recognized
- The actuarial valuation
 - The assumptions (e.g., mortality, disability rate, expenses, contributions)
 - A listing of actuarial liability
- The investments
 - A listing of the assets and market values and how those market values are determined
- What happens to assets on termination
- Employer withdrawal liability
- CRA tax status and determination letter

Additional notes may address items unique to the plan and entries that require a special explanation. Read the notes to obtain a full understanding of the financial statements. Notes also offer a capsulized explanation and review of a pension plan's purpose and funding.

Widget Workers' Multi-employer Pension Plan

Statement of Changes in Net Assets Available for Benefits

For the Years Ended December 31, 20X2 and 20X1

	20X2	20X1
Additions to Plan Assets Attributed to		
Investment income		
Net appreciation in fair value of investments	\$ 6,704,957	\$ 7,397,649
Interest	939,464	857,968
Dividends	<u>964,096</u>	<u>690,634</u>
	8,608,517	8,946,251
Investment expenses	<u>(516,181)</u>	<u>(401,166)</u>
	8,092,336	8,545,085
Employer contributions	<u>5,399,422</u>	<u>5,130,740</u>
Total Additions	<u>13,491,758</u>	<u>13,675,825</u>
Deductions From Plan Assets Attributed to		
Benefits	<u>5,314,164</u>	<u>4,252,120</u>
Administrative expenses		
Contract administrator's fees	557,492	496,157
Actuarial fees	37,599	60,609
Legal fees	42,000	42,000
Audit fees	46,620	35,200
Payroll audit fees	24,452	19,885
Pension Benefit Guaranty Corporation premiums	111,704	100,573
Insurance and bonding	33,638	17,539
Printing, postage and miscellaneous	15,640	13,882
Meetings and conferences	<u>3,193</u>	<u>7,845</u>
	<u>872,338</u>	<u>793,690</u>
Total Deductions	<u>6,186,502</u>	<u>5,045,810</u>
Net Increase	7,305,256	8,630,015
Net Assets Available for Benefits at		
Beginning of Year	<u>78,750,472</u>	<u>70,120,457</u>
Net Assets Available for Benefits at		
End of Year	<u>\$86,055,728</u>	<u>\$78,750,472</u>

SAMPLE WORDING OF AN INDEPENDENT AUDITORS' REPORT

Cover Letter

Example 1—Unqualified Opinion

The following sections reflect a standard “unqualified” opinion, prepared in accordance with Generally Accepted Accounting Principles (GAAP) or International Financial Reporting Standards (IFRS).

To the Trustees of **XYZ Pension/Health and Welfare Fund**

We have audited the accompanying financial statements of the **XYZ Pension/Health and Welfare Fund**, which comprise the statement of net assets available for benefits as at December 31, 20XX and the statement of changes in net assets for the year then ended, and notes, comprising a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the statement of net assets available for benefits as at December 31, 20XX and the statement of changes in net assets for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

Example 2—Qualified Opinion

To the Trustees of **XYZ Pension/Health and Welfare Fund**

We have audited the accompanying financial statements of the **XYZ Pension/Health and Welfare Fund**, which comprise the statement of net assets available for benefits as at December 31, 20XX and the statement of changes in net assets for the year then ended, and notes, comprising a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our qualified audit opinion.

Basis for Qualified Opinion

The scope of our audits did not extend to an examination of payroll records of the contributing employers. Accordingly, our verification of contribution revenue was limited to the amounts recorded in the records of the Fund and we were not able to determine whether any adjustments might be necessary to contribution revenue and increase in net assets available for benefits for the years ended December 31, 20XX and December 31, 20XX and assets and net assets available for benefits as at January 1 and December 31 for both the 20XX and 20XX years.

Opinion

In our opinion, except for the possible effects of the matter described in the Basis for Qualified Opinion paragraph, the financial statements present fairly, in all material aspects, the financial position of **XYZ Pension/Health and Welfare Fund** as at December 31, 20XX and December 31, 20XX and the changes in its net assets available for benefits from the years then ended in accordance with the Canadian accounting standards for pension and Health and welfare plans.
